



Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  **située en haut à gauche de cette page Résana.**

Logement

- Une famille vit dans un appartement infesté de cafards à Maromme : « Rien n'y fait ils reviennent toujours » - 76actu
- "Jusqu'à 15000 euros d'amende": permis de louer contre les logements insalubres obligatoire à Gournay-en-Bray - L'éclaireur la dépêche

Économie et vie des entreprises

- Le Havre. Quatre bureaux de poste menacés de fermeture : "On va faire comment ?" – Tendance Ouest
- Nouvelles inquiétudes chez Saverglass au Havre – Paris Normandie
- Saint-Aubin-lès-Elbeuf : un débrayage chez EuroAPI après l'annonce d'un plan social par le groupe pharmaceutique- ICI
- Les salariés d'Euroapi, inquiets pour leur emploi, manifestent devant leur usine près d'Elbeuf – Paris Normandie
- "Tout le monde angoisse" : les salariés de l'usine pharmaceutique Euroapi en grève pour dénoncer un plan de licenciements – France 3
- Carburant. Prime "grands rouleurs" doublée : voici les mesures fortes annoncées par le Premier ministre – Le courrier cauchois
- Hausse du prix des carburants. "On est à bout, on travaille à perte" : les dépanneurs normands sur le pont à l'aube avant la mobilisation parisienne – France 3
- Aide à l'achat de véhicule électrique, prime carburant... le Gouvernement annonce des aides nouvelles – Paris Normandie
- Investissements étrangers : un nombre de projets en recul en Normandie – Paris Normandie

Sécurité

- Rouen. Menaces de mort contre Nicolas Mayer-Rossignol : un homme présenté à la justice – Tendance Ouest
- Hausse inquiétante des arnaques aux faux coursiers et aux faux conseillers bancaires... Pourquoi les seniors sont particulièrement ciblés ? – France 3

Santé

- La Hague. Incident technique : la qualité de l'eau contrôlée dans le secteur – Tendance Ouest

Collectivités locales et équipements publics

- Rouen. "La présomption d'innocence n'empêche pas le respect de la parole des femmes", le maire appelle Patrick Bruel à suspendre sa tournée – Tendance Ouest
- Saint-Valery-en-Caux. Permis de construire refusé : l'incompréhension – Le courrier cauchois

- Interview Pourquoi le PETR du Pays de Bray reste inconnu des habitants ? Eric Picard, son président réélu, répond - Le Réveil

Nécrologie

- Un commandant de police rouennais décède brutalement à Dieppe – Paris Normandie

Agriculture

- Agriculture. Un nouveau cas de tuberculose bovine détecté dans l'Orne – Tendance Ouest

Société

- Météo. 233 morts en Normandie à cause de la chaleur en 2025 - Tendance Ouest

Travaux aménagements

- Dieppe. Ports de Normandie envisage la réouverture du pont Colbert pour très bientôt – Tendance Ouest
- Lillebonne. Circulation, stationnement, coupures : ce qu'il faut savoir sur le chantier Enedis qui va bientôt commencer – Le courrier cauchois
- Pourquoi des travaux ont-ils démarré sur la place du Palais de justice de Rouen ? – Paris Normandie
- Deux radars installés sur cet axe de circulation très fréquenté de Seine-Maritime - Les infos dieppoises

Politique

- Normandie. Le Conseil constitutionnel censure la suppression des ZFE qui perdurent à Rouen, au Havre et à Caen – Tendance Ouest

Service de l'État

- Pissy-Pôville. 49 ans après les premières demandes, qu'en est-il de l'éventuel raccord des deux autoroutes ? – Le courrier cauchois
- Yvetot. Le centre d'examen du permis menacé de fermeture, les auto-écoles dénoncent une aberration - Le courrier cauchois
- À Rouen, les mineurs isolés de retour devant la préfecture sous surveillance policière – Paris Normandie
- En Seine-Maritime, des fouilles archéologiques lancées après la découverte de vestiges « significatifs » - Paris Normandie

Armada

- Rouen. La Région n'organisera pas les concerts gratuits de la prochaine Armada – Tendance Ouest

Une famille vit dans un appartement infesté de cafards à Maromme : « Rien n'y fait ils reviennent toujours »

Fabien Massin

4-5 minutes

Une famille avec quatre enfants vit dans un appartement infesté de cafards, à Maromme (Seine-Maritime). Pour l'heure les interventions menées n'ont pas été suffisantes.

Sur le même thème

[Logement](#)

[Logements sociaux](#)

Article réservé aux abonnés



Bryan vit dans un appartement infesté de cafards avec sa compagne et leurs quatre enfants à Maromme (Seine-Maritime). (©Photo transmise – FM/76actu)

Par [Fabien Massin](#) Publié le 22 mai 2026 à 6h46

C'est une cohabitation qui dure et **qui vire à l'enfer** pour cette famille de [Maromme \(Seine-Maritime\)](#). Depuis plusieurs mois **des cafards envahissent régulièrement leur logement** et pour l'heure,

les interventions menées par des professionnels n'ont pas été concluantes. Les insectes indésirables reviennent à chaque fois.

Des cafards un peu partout dans l'appartement

Killy et Bryan vivent dans cette résidence gérée par le bailleur Habitat 76, rue Jouvenet, depuis un an, avec leurs quatre enfants, dont deux jumeaux nés en début de mois. « Quand nous avons aménagé ici tout allait bien, mais c'est arrivé d'un coup, **des cafards et des blattes un peu partout dans l'appartement**, raconte Bryan. On peut penser qu'ils viennent des plinthes... Ensuite on en trouve dans la cuisine, dans les chambres, dans le salon, etc. »

Nous avons alerté dès le départ Habitat 76, qui a fait venir une entreprise. Le traitement a été efficace mais pas longtemps, le problème est rapidement revenu. Les cafards aiment particulièrement les zones chaudes et c'est la nuit que l'on en trouve le plus. C'est vraiment dur à vivre.

Depuis, c'est l'impasse. Les interventions menées n'ont pas permis de venir à bout des cafards. « À un moment on nous dit que si cela ne fonctionnait pas, c'était parce que nous ne respectons pas le protocole. En fait il faudrait peut-être **enlever tous les meubles et gazer l'ensemble de l'appartement**, mais au 3^e étage sans ascenseur on ne peut pas. »



Pour l'heure la présence de cafards persiste, mais une nouvelle intervention doit être réalisée prochainement. (©Photos transmises)

"La situation est connue de nos équipes"

Interrogé par 76actu sur la situation de cette famille marommaise, le bailleur Habitat 76 explique : "La situation est connue de nos équipes. Le signalement est localisé à ce logement et ne concerne pas tout l'immeuble. Plusieurs interventions de l'entreprise spécialisée OMS ont été réalisées en 2025 et 2026 pour appliquer des traitements spécifiques contre les cafards : en mars 2025 (3 passages), janvier 2026 (2 passages) ainsi qu'en mars 2026.

À la suite de ces passages, l'entreprise a signalé que l'ensemble des recommandations nécessaires au traitement n'avait pas encore pu être totalement appliqué, alors même que leur respect est indispensable à l'efficacité des opérations. Un courrier de rappel a ainsi été adressé aux locataires afin de rappeler les bonnes pratiques à suivre pour traiter durablement le problème et éviter toute propagation.

« Nous avons été informés que les consignes nécessaires sont aujourd'hui respectées » précise Laure Tankéré, directrice du territoire. « Nous nous rendrons sur place dans les prochains jours afin de faire un nouveau point et programmer une nouvelle intervention du prestataire spécialisé. »

Dans l'éradication des nuisibles, le respect des protocoles d'intervention est indispensable. En cas de non-respect répété compromettant l'efficacité des traitements, habitat 76 peut être amené à engager des procédures adaptées."

Suivez l'actualité de Rouen sur notre [chaîne WhatsApp](#) et sur notre [compte TikTok](#)

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

"Jusqu'à 15000 euros d'amende": permis de louer contre les logements insalubres obligatoire à Gournay-en-Bray

Marie-Géraldine Dartois

5-7 minutes

À partir de juillet 2026, les bailleurs qui se trouvent dans les 8 zones définies de Gournay-en-Bray devront demander une autorisation à la mairie avant de louer leur logement.

Sur le même thème

[Logement](#)

[Pauvreté](#)

[Pays de Bray](#)

Article réservé aux abonnés



Les logements mis en locations dans 8 quartiers de Gournay-en-Bray devront obtenir un permis de louer à partir du mois de juillet 2026. ©Drone smart images pour l'Eclaireur-La Dépêche

Par [Marie-Géraldine Dartois](#) Publié le 21 mai 2026 à 16h52

Initialement prévu à partir du 1er janvier 2026, le **permis de louer** entre officiellement en vigueur à [Gournay-en-Bray](#) (Seine-Maritime)

à partir de **juillet 2026**. Les propriétaires devront prouver que leur [logement](#) est décent avant de le proposer à la **location**. On fait le point sur les **devoirs** des **propriétaires** et les **zones** de la ville concernées.

Lutte contre les logements indignes

À partir du mois de juillet 2026, tout bailleur dont le logement se trouve dans un secteur défini par le permis de louer devra demander une autorisation de mise en location auprès de la mairie.

(Nous avons un devoir de vérifier que les gens sont dans un habitat digne et salubre et qu'ils n'ont pas à faire à des marchands de sommeil. Ce dispositif a pour but d'obliger certains propriétaires à démontrer la décence de leurs logements.

Jusqu'à 15 000 euros d'amende

Avant de louer un logement vacant, le propriétaire devra faire différentes [démarches](#) : déposer une demande auprès de la mairie. Il obtiendra ensuite une autorisation de mise en location.

Une visite des locaux sera effectuée par un agent assermenté de la police municipale, un membre du CCAS et le référent habitat et bâtiment du service technique.

(Cette visite donnera lieu à un avis favorable ou défavorable dans un délai d'un mois. Les avis favorables pourront être accompagnés de prescriptions.

Les propriétaires n'ayant pas l'autorisation préalable de mise en location « ou ne respectant pas cette décision seront passibles d'une amende pouvant aller jusqu'à 15 000 euros ».

8 secteurs concernés par le permis de louer

Seuls certains quartiers de la commune sont concernés par le permis de louer. « Nous avons une expérience de plusieurs années. Aujourd'hui, il y a un gros travail curatif que personne ne voit. Le but est de faire du préventif », prévient l' élu.

Les secteurs concernés sont ceux de la rue Jacques Duhamel, rue de Ferrières, une partie de la rue Athanase Caux, rue des Pipets et ses angles situés boulevard de Verdun. Il y a aussi l'Esplanade de l'église, la rue Saint-Pierre et la partie nord de l'avenue de la Première-Armée-Française.

Convention avec la CAF

» Dans certains logements, il n'y a même pas de chauffage. La conformité électrique est absente, il n'y a pas ce qu'il faut en matière de sanitaire et encore moins d'isolation thermique. Les locataires se retrouvent avec des factures de consommables exorbitantes qu'ils n'ont pas les moyens de payer », détaille l' élu.

Les locataires se retrouvent face à des propriétaires qui sont assez peu regardants et qui profitent de la détresse, sachant qu'ils seront payés grâce aux allocations familiales.

Pour contrer « ces propriétaires indécents », [le permis de louer, qui devait entrer en vigueur le 1er janvier 2026](#), a été décalé en juillet 2026, le temps de concrétiser une convention avec la [Caisse d'allocations familiales \(CAF\)](#).

Ce partenariat permettra un croisement des données afin d'accroître le dispositif en identifiant les locations irrégulières et les logements mis en location dans le périmètre du permis de louer sans autorisation.

Cette mesure permettra d'accroître la vigilance de la commune sur son parc locatif privé. Les organismes de logements sociaux ne sont pas concernés par ce permis de louer.

180 logements vacants à Gournay

Aujourd'hui, l'État a réduit l'expansion des logements dans le PLU. 180 logements sont vacants à Gournay. Certains le sont car ils ne sont pas accessibles (cases commerciales). Tous les autres ne sont pas loués car certains sont délabrés.

S'il s'agit de propriétaires de bonne foi, ils se mettront facilement aux normes. Ils savent qu'il faut régulièrement réinvestir dans son patrimoine si on ne veut pas qu'il soit déprécié. Et s'ils ne sont pas de bonne foi, ils seront confrontés à la règle.

Délégation

Le permis de louer (loi Alur) a été fait pour les villes de plus de 10 000 habitants, raison pour laquelle initialement, elle était de la compétence de la communauté de communes des 4 Rivières en Bray avec ses 29 000 habitants.

Gournay-en-Bray a sollicité l'intercommunalité afin que la gestion des permis de louer lui soit déléguée. Une demande acceptée à

l'unanimité. Les dépenses liées à cette action seront prises en charge par la commune de Gournay.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Le Havre. Quatre bureaux de poste menacés de fermeture : "On va faire comment ?"

Célia Caradec

3-4 minutes

"La Poste, ça doit être un service de proximité !" A la sortie du bureau de poste de la rue Gustave Brindeau, dans les quartiers sud du Havre, ce chef d'entreprise est surpris d'apprendre que ce bureau pourrait fermer d'ici la fin de l'année. "Je travaille dans l'automobile, à mon compte, j'envoie beaucoup de courrier, presque tous les jours. Si on a un recommandé, on fait comment ?" s'interroge-t-il.

Baisse de fréquentation

Si cet usager franchit régulièrement les portes, *"les bureaux de poste du Havre connaissent une baisse de fréquentation moyenne de 49% entre 2018 et 2025, indique La Poste, qui confirme qu'une étude est en cours sur la présence de La Poste sur la ville du Havre pour permettre une meilleure accessibilité aux services".*

La Poste assure qu'*"aucune décision de transformation n'est actée"* pour le moment, mais quatre bureaux seraient menacés de fermeture définitive en 2026, selon la CGT FAPT 76 : la Mare Rouge, Brindeau, Montmorency et Frileuse. *"Un plan a été présenté il y a quelques semaines lors d'un comité social et économique (CSE) consacré aux guichets, qui regroupe une vingtaine de départements. Pour la Seine-Maritime, La Poste prévoit de fermer onze bureaux dont quatre au Havre"* indique Rémi Caniel, membre du bureau du syndicat départemental.

A Brindeau, des usagers surpris

00:00

01:06

Le syndicat a interpellé l'opposition de gauche, qui s'en est inquiétée lors du dernier conseil municipal du Havre, lundi 11 mai. "Ces quatre bureaux abritent les seuls distributeurs automatiques de billets de leur quartier respectif", rappelle Sofia Cherigui, conseillère municipale. Deux des bureaux (Mare Rouge et Brindeau) sont implantés [dans des zones classées Quartier prioritaire de la politique de la ville \(QPV\)](#), "où la précarité est documentée et où [les besoins de services publics sont les plus importants](#)".

Devant le bureau de la rue Brindeau, nous croisons un habitant du quartier, arrivé en 2022 de Côte d'Ivoire. Il vient "environ deux fois par mois" au guichet pour des virements, et une fois par semaine au distributeur. Quand on lui demande s'il peut gérer ses comptes en ligne, il indique ne pas être "très à l'aise" avec le numérique. "Je préfère venir. Si ça ferme, il faudra que j'aille beaucoup plus loin, peut-être jusqu'au Rond-Point."

Des agences postales communales ?

En conseil municipal, [Edouard Philippe, maire du Havre](#), a indiqué être en contact avec la direction générale de La Poste. Le bureau de la Mare Rouge pourrait, à terme, être "facilement remplacé par une agence postale communale", la Ville disposant de locaux dans le quartier. Ce modèle d'agence, qui existe déjà à Aplemont, à Rouelles et aux Neiges, ne permet toutefois pas d'effectuer toutes les opérations bancaires.

Au sujet des points "La Poste Relais", qui consistent à [implanter les services essentiels de La Poste chez un commerçant du quartier](#), le maire émet des réserves, notamment pour Frileuse. Il promet de "faire en sorte que la décision qui sera prise finalement soit la plus adaptée aux enjeux les plus locaux sur ces quatre bureaux."

La CGT FAPT 76 déplore par ailleurs qu'aucune proposition de reclassement n'ait été formulée pour les cinq facteurs guichetiers qui travaillent sur les sites concernés. Sur ce point précis, La Poste ne nous a pas apporté de réponse.

Nouvelles inquiétudes chez Saverglass au Havre

Philippe Dufresne

7-9 minutes

L'intersyndicale de Saverglass n'en revient pas. Le four qui devait fermer, et justifiait les suppressions de postes est maintenu. En revanche, celui devant être modernisé est stoppé. De quoi alimenter des craintes quant à l'avenir de la production au Havre ?



Par [Philippe Dufresne](#)

Publié: 21 Mai 2026 à 13h25 Temps de lecture: 1 min

Résumé de l'article

Résumé par IA, vérifié par la rédaction. Cet outil est en phase de test.

1. L'intersyndicale de Saverglass s'inquiète du maintien du four 4 et de l'arrêt du four 3.
2. Le four 3 devait être modernisé pour devenir hybride, mais le coût est trop élevé.
3. La direction annonce le redémarrage du four 4, malgré les contradictions avec le PSE.
4. L'intersyndicale envisage des actions, dont une possible grève, pour protester.

Difficile de s'y retrouver dans la réorganisation de l'usine Saverglass du Havre. Le 23 février 2026, le directeur des ressources humaines du groupe spécialisé dans le verre haut de gamme (appartenant à l'Australien Orora), Eric Barthélémy, faisait le point après [la suppression de 112 postes dont les licenciements de 44 salariés](#).

Dans un contexte politique et économique très instable et tendu, il notait : « Nous avons donc bien fait de fermer le four numéro 4 au Havre. Il faut fournir un travail fondamental de restauration de la capacité, il faut charger les usines au maximum ». [Pour cela, l'usine comptait sur le seul four en activité, le N°3.](#) « Le site du Havre va continuer à produire de la bouteille "premiumisée" et des bouteilles

plus standards sur les cinq lignes du four ». Ce four 3, fonctionnant au gaz et au fuel, avec 10 % d'électricité, devait, possiblement, bénéficier d'une modernisation, devenant un four hybride utilisant beaucoup plus d'électricité. « Cela coûte quatre fois plus cher qu'un four classique, mais c'est nécessaire d'avoir une offre décarbonée pour nos clients », expliquait le DRH.

Optimisme raisonnable

Eric Barthélémy complétait : *« Il n'y a pas de risque de fermer le site. L'avenir ne se pose pas en termes d'hybridation du four ou de fermeture »*. Le four nouvelle génération dépendait de deux facteurs : la faisabilité technologique et le financement lié à la santé des marchés. [Un optimisme raisonnable était donc permis.](#)

Non-reconstruction du four N°3

Mais le 20 mai 2026, l'intersyndicale CGT, CFDT et UNSA faisait part aux 360 salariés du site d'une information étonnante donnée, en présence du directeur général Emmanuel Ladent et du DRH en CSE : *« En résumé, non-reconstruction du Four 3 en 2027 avec en parallèle de l'arrêt du Four 3, le redémarrage du Four 4 à l'automne 2027 dans la même configuration que le Four 3 pour les 5 ans à venir. Pourquoi : modernisation et coût d'un four hybride trop importants sans aides de financement à l'heure actuelle. »*





Dimitri Grenier de la CGT s'interroge : « Pourquoi ne pas avoir eu tous ces éléments sur les coûts et les études menées avant le PSE ? » - Boris Maslard / Paris Normandie

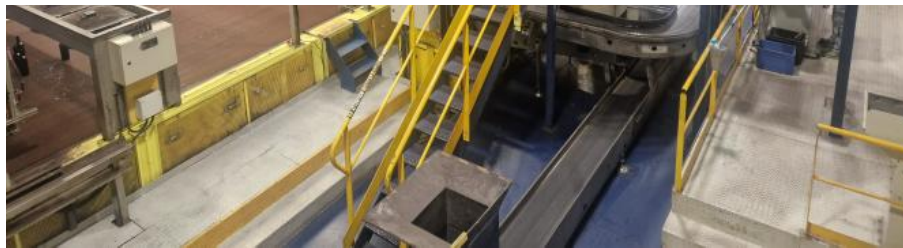
Dimitri Grenier, délégué CGT n'en a pas cru ses oreilles : *« Pourquoi ne pas avoir eu tous ces éléments sur les coûts et les études menées avant le PSE ? Une fois la réorganisation des lignes prévues du four 3 terminée et en fonctionnement, il faudra donc tout transférer sur le Four 4, cela paraît pour le moins étrange. Quel est l'avenir du four 3 ? Nous avons émis une extrême vigilance sur la concrétisation de ce projet en 2027. »*

(Une fois la réorganisation des lignes prévues du four 3 terminée, il faudra donc tout transférer sur le Four 4...

Dimitri Grenier, Délégué syndical CGT

Il souligne les contradictions liées à cette annonce : *« D'après la direction, pour justifier le PSE, l'arrêt du four 4 s'imposait car il était le moins adapté et le plus difficilement adaptable. Il n'est pas assez flexible pour les petites séries fortement valorisées, du type Feuquières et Four 3, et dispose de trop peu de machines pour les articles en simple paraison. Il n'est pas assez puissant pour les moyennes et longues séries notamment pour des produits plus allégés. La fermeture définitive du four 4 était présentée comme étant en cohérence avec la stratégie de production du Groupe. »*





L'usine du Havre est appelée à fonctionner avec un seul four, le N°4, destiné initialement à être fermé. Le 3, qui devait être modernisé, est mis hors service. - Philippe Dufresne / Paris Normandie

Jointe par SMS, la communication de Saverglass indiquait qu'il fallait « *joindre directement Monsieur Barthélémy* » pour en savoir plus. Malgré nos sollicitations, cela n'a pas pu être le cas au moment de boucler ces lignes. De son côté l'intersyndicale réfléchit à de possibles actions. « *Si on doit relancer une grève, on le fera. Et on sait qu'elle sera suivie* », prévient Dimitri Grenier.

Lire aussi

[Football – Ligue 1 : la démission de Mohamed El Kharraze est dans les tuyaux](#)

[Pourquoi la disparition du paquebot France continue d'émouvoir : Zoé Brisby raconte « la France d'avant »](#)

[Sort des livreurs : les restaurateurs normands contre « l'ubérisation du secteur »](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Le Havre](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi vers

Ça se passe aussi vers

[Le Havre](#)





[Nuits Suspendues 2026 au Havre : karaoké géant, bal swing et concerts des musiques du monde cet été](#)



[Football – Ligue 1 : la démission de Mohamed El Kharraze est dans les tuyaux](#)



[Pourquoi la disparition du paquebot France continue d'émouvoir : Zoé Brisby raconte « la France d'avant »](#)





[Sort des livreurs : les restaurateurs normands contre « l'ubérisation du secteur »](#)



[Médecins condamnés, inquiétudes chez Saverglass... Le point actu du jeudi 21 mai](#)



[Théâtre Le Normandy au Havre. La saison 2026-2027 s'annonce « folle, unique et magique »](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Saint-Aubin-lès-Elbeuf : un débrayage chez EuroAPI après l'annonce d'un plan social par le groupe pharmaceutique

Christine Wurtz

5-6 minutes

Publié le jeudi 21 mai 2026 à 17:54

Une partie des salariés du site EuroAPI à Saint-Aubin-lès-Elbeuf a cessé le travail quelques heures ce jeudi, pour dénoncer un plan social qui prévoit 33 suppressions de postes, dont 20 licenciements secs cette année. L'usine normande du groupe pharmaceutique produit la vitamine B12 pour l'Europe.

C'est la première fois qu'ils organisent une mobilisation sur le site, à l'appel d'une intersyndicale. C'est que l'heure est grave. En mars, le groupe EuroAPI, confronté à la forte concurrence asiatique, a annoncé un plan de sauvegarde de l'emploi à Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime). Ce plan prévoit **33 suppressions de postes, dont 20 licenciements secs** parmi les 300 salariés de cette usine de fabrication de principes actifs pour l'industrie pharmaceutique. L'intersyndicale a donc appelé à un débrayage ce jeudi matin.

Une grève de quelques heures seulement pour ne pas être accusés de perturber davantage une production déjà mise à mal par la concurrence asiatique, notamment la vitamine B12. *"Actuellement, on a perdu 70% de notre production, de nos ventes. Maintenant, il faut savoir qu'on est **le dernier site européen, occidental même, à fabriquer de la vitamine B12**",* explique Yohan Petit, délégué CGT et secrétaire du CSE. De dix tonnes en 2025, la production pourrait tomber à trois tonnes cette année.

Le seul site européen de production de vitamine B12

À sa création en 2022, le groupe EuroAPI, né de l'externalisation de l'activité de chimie fine de Sanofi, était pourtant censé assurer la souveraineté sanitaire de l'Europe, mais le projet d'investissement de 40 millions d'euros sur le site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf, annoncé

en 2023 et qui devait booster la compétitivité de la vitamine B12 normande, vient d'être abandonné. *"Pour être clair, c'est un groupe qui n'a pas les moyens de ses ambitions et ça n'a jamais été le cas",* résume Vincent Pochon, du syndicat Sud Chimie. Mais les salariés ne sont pas surpris de la tournure des événements depuis qu'ils ont quitté le groupe Sanofi. *"En fait, en termes de nouveaux produits, on a zéro, on est toujours sur nos produits historiques qu'on fabriquait déjà pour le compte de Sanofi. Qu'on soit clair, toutes les sociétés qui sortent de Sanofi ont à peu près une espérance de vie d'environ cinq ans. Bon, on est sortis en 2022, on arrive en 2026, on est à peu près dans la fourchette. On ne déroge pas à la règle, malheureusement."*

"Sur le papier, la mariée était belle. C'est vrai, on y a cru", abonde Christophe Duvivier, de la CFDT. *"Mais force est de voir que derrière, on ne va pas dans le bon sens. Et puis on s'aperçoit que l'action qui était à 12 euros au début lors de son lancement, on est à 1,20 euro en ce moment."* Le groupe affiche en effet des résultats et des perspectives inquiétants. Dans un communiqué publié début mars 2026, il annonçait **une dépréciation d'actifs de 77,8 millions d'euros.**

Un "projet de compétitivité" selon l'entreprise

"Dans ce contexte, ajuster notre modèle opérationnel est une nécessité pour pérenniser l'entreprise et assurer la continuité durable de nos opérations", indique l'entreprise dans un communiqué.

"C'est le sens du projet de compétitivité annoncé le 18 mars 2026 portant sur l'évolution de l'organisation d'EuroAPI France. EuroAPI demeure pleinement mobilisée pour conduire ce projet dans un esprit de dialogue et d'accompagnement des salariés concernés."

L'Intersyndicale, elle, exige le retrait du PSE, mais s'il se poursuit, les premiers licenciements pourraient intervenir en septembre.

- [Entreprises](#)
- [Industrie](#)
- [Emploi – Travail](#)
- [Plan social](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies

par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Continuez votre lecture

[Passer la section](#)

- Les sociétés Esso et ExxonMobil Chemical France ont annoncé mercredi 28 mai 2025 entrer en négociation avec un groupe canadien pour la vente de la plateforme de Gravenchon, à Port-Jérôme-sur-Seine, un an après l'annonce de la réduction de l'activité de la pétrochimie, et du plan social.

Le 28/05/2025 à 10:45

- À l'usine Saverglass du Havre, les négociations se sont terminées par un échec mercredi 24 septembre 2025. Un plan social a été annoncé en mai dernier proposant la suppression de 114 postes sur 480. Désormais, c'est l'État qui doit valider ou non ce plan social.

Le 24/09/2025 à 20:00

- L'intersyndicale a finalement signé l'accord sur les mesures d'accompagnement des salariés de Saverglass vendredi et lundi, au terme de plus de 14 réunions depuis l'annonce du plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) en mai dernier. 112 suppressions de postes sont prévues.

Le 29/09/2025 à 17:14

- Chevron Oronite, dont l'usine est installée à Gonfreville-l'Orcher, près du Havre, a annoncé ce mercredi se séparer de 67 salariés d'ici début 2026. Des suppressions de postes qui s'intègrent dans une restructuration mondiale du géant américain spécialiste des dérivés du pétrole.

Le 17/10/2025 à 20:13

Autour de chez vous

[Passer la section](#)

Les salariés d'Euroapi, inquiets pour leur emploi, manifestent devant leur usine près d'Elbeuf

Frédérique Thullier

1-2 minutes

La lutte s'annonce dure. Ce jeudi 21 mai 2026, des salariés d'Euroapi ont cessé le travail et se sont rassemblés devant leur usine, rue de Verdun à Saint-Aubin-lès-Elbeuf.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Ils protestent contre les suppressions de postes (30 sur 300) annoncées dans le [Plan de sauvegarde de l'emploi](#) (PSE) mi-mars et les procédures disciplinaires en nombre depuis janvier.

Inquiétude

« Nous avons demain une réunion pour le PSE et nous n'avons reçu les documents qu'hier, déplorent les représentants de l'intersyndicale Sud-Chimie, CGT et CFDT. Nous avons déjà repéré des manquements sur les mesures et concernant les postes supprimés. La soixantaine de salariés présents dès le début du rassemblement, qui se tiendra jusqu'à 14 h, prouve leur inquiétude. »

En local, les discussions vont se poursuivre au moins jusqu'au 28 juillet prochain.

"Tout le monde angoisse" : les salariés de l'usine pharmaceutique Euroapi en grève pour dénoncer un plan de li

Léna Thobie-Gorce

5-7 minutes

Les salariés du site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime) de l'usine pharmaceutique Euroapi sont en grève ce jeudi 21 mai 2026. Ils dénoncent le PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) annoncé par la direction mi-mars qui prévoit 33 suppressions de postes dont 20 licenciements.

"On demande *ni plus ni moins l'arrêt de ce PSE*", déclare Yohann Petit, représentant CGT d'Euroapi. Pendant quatre heures, les salariés du site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf en Seine-Maritime, ont arrêté de travailler ce jeudi 21 mai 2026.

À 10 heures, ils étaient une trentaine de salariés réunis devant l'entreprise pour afficher leur mécontentement. D'autres, aussi en grève, étaient dans l'usine pour assurer le maintien de l'activité.

Ils dénoncent les licenciements prévus dans le PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) annoncé mi-mars par la direction. 33 suppressions de postes sont prévues dont 20 licenciements d'après les syndicats.

durée de la vidéo : 00h01mn16s



Les salariés du site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf (Seine-Maritime) de l'usine pharmaceutique Euroapi sont en grève ce jeudi 21 mai 2026.

• ©A. Deshayes / D. Sirri

L'usine d'Euroapi qui emploie 300 personnes à Saint-Aubin-lès-Elbeuf fabrique des principes actifs pharmaceutiques, soit des médicaments sous forme brute, avant qu'ils soient commercialisés. Parmi eux, les deux principaux sont la pristinamycine, un antibiotique utilisé dans les infections respiratoires et la vitamine B12.

La direction justifie ce PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) sur le site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf pour pérenniser l'entreprise. Cette dernière doit faire face à une baisse de ses ventes en vitamine B12.

Euroapi, pourtant leader mondial des principes actifs pharmaceutiques, est en difficulté ces dernières années face à la concurrence chinoise. En mars dernier, l'entreprise a annoncé l'abandon de son projet d'augmenter les capacités de production de la vitamine B12 sur son site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf.

"Notre environnement de marché s'est fortement dégradé. La concurrence internationale et la pression accrue les prix fragilisent plusieurs de nos activités. Dans ce contexte, ajuster notre modèle opérationnel est une nécessité pour pérenniser l'entreprise", a indiqué la direction d'Euroapi dans un communiqué.

On est le dernier fournisseur européen en vitamine B12 et on ne reçoit aucun soutien.

Yohann Petit, représentant CGT sur le site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf d'Euroapi

En cause, *"le marché chinois qui inonde le marché de la vitamine B12. Il faut savoir que la vitamine B12 chinoise est nettement moins chère que la nôtre",* explique Yohann Petit, représentant CGT sur le site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf d'Euroapi.

"On a perdu à peu près 70% du marché sur la vitamine B12, enfin 70% de nos ventes. On était sur 10 tonnes à peu près par an, aujourd'hui, on tourne à 3 tonnes, 3, 5 tonnes", poursuit-il.

Conscients que les ventes de vitamine B12 ont baissé, les syndicats regrettent malgré tout le manque de communication de la direction sur la stratégie à venir de l'entreprise. Ils craignent aussi que plusieurs vagues de licenciements se succèdent.

"En termes de stratégie économique, ce PSE, on ne comprend pas où

il va. Normalement, un PSE, c'est des sacrifices mais derrière on est censé avoir des perspectives d'avenir et là on n'en a pas", déplore Vincent Pochon, trésorier du CSE et représentant Sud Chimie.

Les procédures disciplinaires, on se dit : ça peut tomber sur un collègue aujourd'hui, mais sur nous demain.

Vincent Pochon, trésorier du CSE et représentant Sud Chimie

"La communication est très difficile avec la direction, si nous syndicat on ne se bouge pas il ne se passe rien. Ils ne communiquent pas, on demande des documents qu'on n'a pas. Il y a une grosse inertie de leur part", poursuit-il.

Depuis le début de l'année, l'atmosphère s'est dégradée au sein de l'entreprise : "On a eu 8 procédures disciplinaires depuis janvier, c'est énorme. Dans notre historique, c'est quelque chose qu'on a jamais vu. Sur 8 procédures disciplinaires, on a eu 5 licenciements. Ce n'est pas anodin, c'est une coïncidence étrange", s'inquiète Vincent Pochon.

Plongés dans l'incertitude des mois à venir, les syndicats demandent l'arrêt pur et simple du PSE, considéré comme "injustifié". "Tout le monde angoisse, on ne sait pas ce qui nous attend. C'est un premier PSE mais on se dit qu'il y aura certainement un second. C'est peut-être qu'une première vague", s'inquiète Christophe Duvivier, représentant CFDT sur le site de Saint-Aubin-lès-Elbeuf d'Euroapi.

"Honnêtement, nous, on se pose la question de savoir s'ils veulent vraiment la vendre cette vitamine B12. Si on arrête de le faire, ce sera uniquement les Asiatiques. Et dans ce cas-là, ils pourront verrouiller le marché et faire ce qu'ils veulent en termes de prix, les multiplier par 5 s'ils veulent", confie Vincent Pochon, trésorier du CSE et représentant Sud Chimie.

L'intersyndicale souhaiterait une aide du gouvernement ou de l'Union Européenne sous forme de taxation des produits actifs pharmaceutiques chinois, comme cela existe déjà sur les voitures électriques chinoises par exemple.

Avec Arthur Deshayes et Dounia Sirri

Hausse du prix des carburants. "On est à bout, on travaille à perte" : les dépanneurs normands sur le pont à l

Mélisande Queïnnec

6-7 minutes

Asphyxiés par la hausse des charges, notamment celle du prix de l'essence, les dépanneurs vont crier leur colère ce jeudi 21 mai 2026 à Paris. Avant de rejoindre le cortège parisien, les professionnels normands du remorquage se sont mobilisés tôt dans la matinée, à Tourville-la-Rivière, près de Rouen (Seine-Maritime). Une grande première pour nombre d'entre eux.

Il est 5h30, jeudi matin, et il fait encore nuit lorsque notre équipe rejoint les nombreux dépanneurs mobilisés à Tourville-la-Rivière, à 15 kilomètres à l'est de Rouen (Seine-Maritime).

Une manifestation organisée symboliquement en Normandie, avant qu'ils ne rejoignent l'opération escargot organisée un peu plus tard dans la journée sur le périphérique parisien.

[Les dépanneurs protestent contre la tarification qui n'est pas à la hauteur de la forte hausse de leurs charges. • © O. Flavien / France Télévisions](#)

Le grief de ceux que l'on espère ne jamais avoir à contacter, mais que l'on est toujours bien content de trouver : une tarification inadaptée à la réalité de l'inflation.

En clair, avec l'augmentation du coût du carburant, les tarifs réglementés du dépannage ne suivent pas, les 6 000 entreprises du secteur voient leurs marges réduites à peau de chagrin, voire travaillent à perte.

Il est rare que ces professionnels plutôt discrets se mobilisent ainsi. "Moi, ça fait 40 ans que je fais ça, c'est la première fois où je me permets de faire une manifestation, explique Christophe Lebrun, gérant de l'ADRAH - une entreprise de dépannage près du Havre - et délégué de la FNA (Fédération nationale de l'automobile). Il faut

vraiment qu'on essaie d'être au moins vus et écoutés - entendus, c'est un bien grand mot."

Pour lui, la profession est *"en voie de disparition"*. Car si les dépanneurs tenaient jusque-là, ils sont aujourd'hui asphyxiés par l'augmentation du prix du carburant, la goutte d'eau qui fait déborder un vase déjà bien rempli.

"On va à la catastrophe, notre trésorerie baisse", déplore celui qui remplit, *"tous les mois et demi"*, une cuve de gasoil de quelque 30 000 litres : *"Le dernier remplissage que j'ai fait, c'était 1 600 euros de plus !"*

Aujourd'hui, pour une entreprise représentative du secteur, les coûts du carburant, c'est à peu près 35 % de ses marges. Pour le 1er trimestre 2026, c'est une augmentation nette de 60 000 euros de charges, qu'on ne peut pas répercuter car on est en tarifs réglementés.

Delphine Cantrel, gérante de Cantrel Assistance

Gérante de Cantrel Assistance, Delphine Cantrel est venue de La Londe, près d'Elbeuf. Elle alerte : *"Il y a une crise structurelle avec le recrutement, et une crise économique"*. Pour pallier la hausse du prix du carburant, elle mise sur son indexation avec les tarifs réglementés, *"notamment les tarifs fourrière"*, parfois en deçà du coût même de l'intervention.

Pascal Le Breton, gérant de Le Breton Assistance à Lanquetot, près du Havre, le confirme : *"On travaille à perte. Aujourd'hui, quand on fait 30, 40, 50 kilomètres un dimanche pour aller chercher un véhicule en fourrière, le prix ne couvre même pas la rémunération du technicien + le gasoil. Cela doit nous coûter dans les 200 euros, sur une nuit ou un week-end, alors qu'on ne facture que 127 euros. Sur ces 127 euros, il faut payer la TVA et tout ce qui s'ensuit."*

VIDEO. Reportage de Maxime Fourrier et Olivier Flavien :

La tarification d'un enlèvement fourrière est la même, qu'il s'agisse d'un poids lourd ou d'un véhicule de tourisme, que l'intervention ait lieu en pleine nuit, le week-end ou en semaine. Une aberration, pour Pascal Le Breton : *"On voudrait au moins une majoration de nuit et de week-end."*

D'autant qu'au-delà des fourrières, *"il y a aussi les assurances qui nous imposent des tarifs complètement indécents. On a eu des augmentations de 2 ou 3% alors que l'inflation était de 7% pendant la guerre en Ukraine,* dénonce celui qui travaille dans le domaine

depuis plus de vingt ans. *On arrive à payer les salaires, mais on n'a plus du tout de marge de manœuvre. Il faut vraiment que ça change, qu'on arrive à se faire entendre.*"

On est obligé de serrer la vis de tous les côtés, on n'arrive plus à investir dans nos camions... On est à bout, on n'en peut plus : ça fait plusieurs années qu'il y a des discussions, des réunions, mais ça n'aboutit jamais à rien.

Pascal Le Breton, gérant de Le Breton Assistance

Plus de contraintes, moins de marges de manœuvre, une explosion des coûts d'exploitation et des tarifs réglementés qui ont très peu évolué en près de 30 ans.

Pourtant, Delphine Cantrel le rappelle, *"dans notre profession, les intervenants sont mobilisés 24h sur 24, 7 jours sur 7, quelles que soient les conditions, soit en 30 minutes, soit en 1h. Je connais très peu de professionnels capables d'intervenir de cette façon."*

Alors, au-delà de l'augmentation des tarifs réglementés - et de leur majoration la nuit et le week-end - Christophe Lebrun, gérant de l'ADRAH, plaide pour que les dépanneurs bénéficient de davantage de reconnaissance.

"On a besoin de nous au quotidien, on travaille avec les forces de l'ordre... Au niveau de la législation, du droit du travail, ce qu'on demande, c'est qu'on nous reconnaisse d'utilité publique."

Outre cela, Christophe Lebrun estime que la convention collective de l'automobile, dont dépendent les dépanneurs, est inadaptée à la réalité du terrain. Il souhaite que ces derniers aient leur propre code APE [Ndlr : le code d'activité principale exercée permet d'identifier la branche d'activité principale d'une entreprise. Il figure sur les bulletins de salaire].

Une question de principe. *"Aujourd'hui, les textes concernant le dépannage, c'est 10 lignes dans une convention qui n'a pas évolué depuis 30 ans"*, souligne-t-il. Avant de conclure : *"Il faut que le gouvernement adapte notre profession à ce qu'elle est aujourd'hui."*

Avec Maxime Fourrier.

Aide à l'achat de véhicule électrique, prime carburant... le Gouvernement annonce des aides nouvelles

Hélène Leforestier

5-6 minutes

Le gouvernement a dévoilé jeudi 21 mai 2026 un nouveau plan d'aides pour soutenir particuliers et professionnels face à la hausse des prix des carburants, incluant bonus écologique, primes et revalorisation des indemnités.



Par [Hélène Leforestier](#) avec AFP

Publié: 21 Mai 2026 à 18h29 Temps de lecture: 1 min

Le premier ministre Sébastien Lecornu était accompagné de plusieurs membres de son gouvernement, jeudi 21 mai 2026, pour annoncer diverses mesures pour venir en aide aux Français dans l'achat de [carburant](#).

Il a affirmé ne pas changer de « *philosophie* » mais « *d'échelle* » concernant les aides mises en place pour contrer la hausse des prix des carburants due à la crise au Moyen-Orient. Il a ajouté refuser « *toute baisse générale indiscriminée de la fiscalité sur le carburant* » qui coûte « *très cher* » aux finances publiques. Le Premier ministre a également expliqué que les mesures d'aide ayant « *un coût* », un « *certain nombre d'économies* » seraient nécessaires.

Les aides annoncées

Les premières mesures annoncées concernent le secteur des transports. Le ministre des transports Philippe Tabarot a annoncé la reconduction du dispositif d'aide forfaitaire pour trois mois

supplémentaires. Le même mécanisme d'aide forfaitaire va être mis en place pour le transport fluvial.

Par ailleurs, un bonus écologique spécifiquement dédié aux chauffeurs de taxi va être mis en place. À partir du 1er octobre, ils pourront bénéficier jusqu'à 5 000 euros d'aide à l'achat d'un véhicule électrique s'il a été assemblé au sein de l'espace économique européen. Le coût du véhicule concerné pourra s'élever jusqu'à 65 000 euros.

« Nous invitons les plateformes VTC à faire un geste significatif pour une meilleure prise en compte du prix du carburant dans le prix des courses », a par ailleurs ajouté le ministre.

Des aides aux professionnels

La porte-parole du gouvernement, Maud Bregeon, a annoncé la reconduction de l'aide de 35 centimes aux pêcheurs. L'aide de 15 centimes par litre aux agriculteurs, dont la situation est tout aussi sensible, est pérennisée pour les trois prochains mois.

Serge Papin, ministre des PME, a quant à lui annoncé la reconduction de l'aide de 20 ct par litre aux professionnels du BTP. Le dispositif, jusque-là destiné aux entreprises de moins de 20 salariés, est élargi aux entreprises de moins de 50 salariés. Cette aide sera disponible à partir du 8 juin.

Soutenir les aides à domicile

Une des annonces les plus importantes a été faite par Stéphanie Rist, ministre de la Santé. Deux dispositifs vont être mis en place pour les aides à domicile. La première concerne leurs indemnités kilométriques, qui seront revalorisées de 20 centimes par litres d'essence.

Ensuite, un programme de leasing automobile social leur sera dédié pour leur permettre d'accéder aux voitures électriques. Ce programme sera mis en place à partir du 1er octobre.

Des aides pour les agents publics

Les agents du service public qui utilisent leur véhicule personnel dans le cadre de leur service (enseignements remplaçants, AESH, agents hospitaliers...) bénéficieront d'une augmentation des frais de déplacement entre le 1er juin et le 31 décembre, avec une majoration d'environ 20 centimes par litre. Les nouveaux montants

seront appliqués automatiquement.

Par ailleurs, les entreprises auront la liberté de donner à leurs salariés une prime carburant, dont le plafond passe de 300 à 600€. les critères d'attribution sont supprimés et il n'y aura pas de contrainte sur le cumul avec d'autres primes. Cette prime sera défiscalisée pour les salariés qui utilisent leur véhicule pour se rendre au travail.

Enfin, l'aide pour les grands rouleurs est prolongée de trois mois. Environ 3 millions de Français sont cernés. Le guichet ouvrira le 27 mai, le versement de l'aide aura lieu dans la foulée.

NEWSLETTER POLITIQUE Recevez gratuitement les dernières actualités politiques [en cliquant ici](#) Lire aussi



[Glass Express à Évreux : « Plutôt que de vendre à un assureur, je préfère devenir clodo »](#)



[À Évreux, la CGT dénonce les conditions de travail et la souffrance au sein de la collectivité](#)



[Près d'Yvetot, Lorena Tuna voit son élection annulée par le tribunal, mais « reste en responsabilité »](#)

Contenus sponsorisés

Juste pour vous

Investissements étrangers : un nombre de projets en recul en Normandie

Stéphane Siret

5-6 minutes

À quelques jours du sommet Choose France, le cabinet EY publie une étude sur les investissements étrangers. Même si le nombre de projets recule, l'Hexagone reste leader en Europe pour l'attractivité. Qu'en est-il en Normandie ?



Par [Stéphane Siret](#)

Publié: 21 Mai 2026 à 16h22 Temps de lecture: 2 min

Rendez-vous le premier jour du mois de juin. Ce jour-là, les entreprises étrangères qui ont fait le choix d'investir en France ont rendez-vous au château de Versailles pour une nouvelle édition du sommet Choose France, un rendez-vous majeur destiné à montrer la place qu'occupe le pays dans le paysage international. Une nouvelle fois, la France fut l'an dernier la championne européenne de l'attractivité des investissements étrangers en dépit des tensions mondiales.

Des projets étrangers en recul

Selon la dernière étude du cabinet EY, le territoire national a attiré l'an dernier 852 projets sur plus de cinq mille recensés dans quarante-sept pays européens. Même si le nombre de projets a baissé de 17 % par rapport à 2024 et de 32 % par rapport au pic enregistré en 2022 (1259 projets annoncés), elle reste devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. Mais si elle se place sur la plus haute marche du podium en termes d'attractivité de nouveaux projets, la France est sur la deuxième marche concernant les emplois générés : 27921 l'an dernier (-4 %), contre 28867 au Royaume-Uni.

Comment se place la Normandie ? Jonathan Thibout-Curtinha a créé le cabinet EY il y a quatre ans à Rouen. « *Nous avons fait le choix d'investir ici pour accompagner la première région industrielle de France* », confie-t-il. Les chiffres témoignent encore de cette dynamique, même si elle a un peu perdu de sa vitalité. Trente-trois projets ont été annoncés l'an dernier. Un chiffre en net recul (-32 %) par rapport à 2004.

Selon l'étude EY, plus de 1300 emplois sont concernés par ces implantations. C'est en Seine-Maritime et dans l'Eure que l'on compte le plus de projets, respectivement quinze et huit. Parmi eux, l'Allemand Siemens Energy qui investit quelque 200 millions d'euros sur son site havrais, ou encore l'entreprise américaine Aptar, qui renforce ses capacités de recherche et développement en pharmacie à Val-de-Reuil.

Les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Italie sont les premiers investisseurs en Normandie en termes de nombre de projets. Mais ce sont les États-Unis, la Suède et l'Allemagne qui génèrent le plus d'emplois dans la région. Quant à la nature des projets, il s'agit principalement de sites de production (22 projets sur 33), de plateformes logistiques (5) et de centres de services (3), ainsi que centres de R&D ou bureaux commerciaux. L'agroalimentaire, le secteur pharmaceutique et des équipements médicaux, ainsi que l'automobile concentrent près de la moitié des projets et environ 60 % des emplois créés.

« Reconversion industrielle »

À ce jour, sans compter les investissements nationaux majeurs, comme avec l'EPR 2 de Penly, la Normandie sa place la 9e région en France pour le nombre de projets étrangers, derrière les Pays de la Loire (40) et au même niveau que la région Bourgogne-Franche-Comté (33), mais devant le Centre-val-de-Loire (23). Au cours des dernières années, 2025, avec ses trente-trois projets, est au niveau le plus faible. On a compté 48 dossiers en 2022, 56 l'année suivante, puis 42 en 2024.

Si certains ont vu le jour, d'autres sont toujours dans les cartons, comme Eastmann et Futerro à Port-Jérôme. Il s'agit de deux industries destinées au recyclage des plastiques. « *La région est dans une phase de reconversion industrielle*, note Jonathan Thibout-Curtinha. *Il y a un vrai potentiel pour les projets et l'emploi.* »

Lire aussi





[Glass Express à Évreux : « Plutôt que de vendre à un assureur, je préfère devenir clodo »](#)



[Le texte de la députée havraise Agnès Firmin Le Bodo adopté à l'unanimité : vent porteur pour le transport à la voile](#)





[Plateforme logistique U de Beuzeville : une nouvelle extension et des créations d'emplois](#)

Contenus sponsorisés

[Annonces légales](#)

[Consulter les annonces](#) [Publier une annonce](#)

Juste pour vous

Carburant. Prime "grands rouleurs" doublée : voici les mesures fortes annoncées par le Premier ministre

Adrien Verger

2-3 minutes

Face à une crise énergétique appelée à durer, Sébastien Lecornu, qui tenait une conférence de presse ce jeudi 21 mai aux côtés de plusieurs de ses ministres, annonce déployer un plan de 1,2 milliard d'euros (710 millions de nouvelles aides + 470 millions déjà annoncés) pour soutenir l'activité jusqu'à l'automne. Le locataire de Matignon refuse toute baisse des taxes, jugée trop coûteuse.

Grand public et travailleurs

Prime "grands rouleurs" : Prolongation de 3 mois de l'aide de 50 à 100€ pour 3 millions de Français (gagnant jusqu'à 1 500€ net et faisant plus de 30km par jour). Ouverture du portail le 27 mai.

Forfait carburant (PME) : Le plafond double, passant de 300 à 600€, avec suppression des critères d'attribution pour simplifier le versement.

Métiers du soin et Service public

Aides à domicile : Revalorisation des indemnités kilométriques (+20cts/litre) et lancement d'un leasing social sans apport de voitures électriques (50€/mois pour une Zoé, 100€/mois pour une 208 par exemple).

Fonction publique : Hausse des frais de déplacement (+20cts/litre) au 1^{er} juin pour les agents en tournée (AESH, hôpitaux etc.).

Transporteurs sanitaires : Réévaluation de l'aide de 70€/véhicule à venir.

Agriculteurs, pêcheurs et BTP (Reconductions pour 3 mois)

Pêcheurs : Aide de 30 à 35 centimes / litre de gazole prolongée.

Agriculteurs : Aide de 15 centimes / litre pérennisée + aide pour l'achat d'engrais.

BTP / TP : Aide de 20 centimes / litre de GNR (Gazole non routier) dès le 8 juin (élargie aux entreprises de moins de 50 salariés).

Transports : Aide forfaitaire fluviale prolongée et remboursement anticipé de la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques) en juin.

Transports urbains et zones rurales

Taxis : Nouveau bonus éco allant jusqu'à 5 500€ (véhicule assemblé en Europe, max 65 000€ d'achat) au 1^{er} octobre.

VTC : Appel de l'Etat aux plateformes pour augmenter la rémunération des chauffeurs.

Une légère baisse est attendue sur le gazole, contre une légère hausse pour l'essence. Pour compenser, TotalEnergies, à Gonfreville-l'Orcher, a augmenté sa production de 10%.

Rouen. Menaces de mort contre Nicolas Mayer-Rossignol : un homme présenté à la justice

Tendance Ouest

1-2 minutes

Il n'a pas voulu laisser passer ces menaces et en a profité pour dénoncer la violence dont les élus peuvent faire l'objet.

Mercredi 6 mai, [Nicolas Mayer-Rossignol, le maire de Rouen](#), a déposé plainte pour des menaces de mort reçues en commentaire d'un article de presse locale sur Facebook sur les 24h motonautiques. *"Il faut mettre une balle au maire"*, avait posté cet internaute, refusant de retirer cette menace à la demande de l' élu.

Un profil sans antécédent

Le parquet de Rouen indique que l'homme responsable de cette menace doit être présenté à la justice, lundi 8 juin. Il s'agit *"d'un profil sans antécédent et sans particularité, hors sa passion pour les courses sur la Seine"*, précise le procureur de la République.

De son côté, Nicolas Mayer-Rossignol a signalé ne vouloir faire aucun commentaire sur la procédure en cours. *"La plainte a été déposée, j'attends que justice soit rendue"*, a-t-il ajouté.

La Hague. Incident technique : la qualité de l'eau contrôlée dans le secteur

Julien Rojo

~2 minutes

Une vidange accidentelle d'un réservoir s'est produite à l'usine d'eau potable de Vauville, dans la nuit du mercredi 20 au jeudi 21 mai. Les habitants de plusieurs communes dans le secteur de [La Hague](#) (Gréville, Urville, Vasteville et Sainte-Croix-Hague) ont pu constater une baisse de pression, voire un manque d'eau. *"Comme après chaque incident de ce type, la Communauté d'Agglomération du Cotentin a immédiatement réalisé des contrôles préventifs de la qualité de l'eau sur les secteurs concernés, en particulier au niveau des établissements scolaires"*, prévient la collectivité. Ces mesures s'ajoutent aux contrôles de routine effectués régulièrement sur le réseau.

- **A lire aussi.** [\[Photos\] Cotentin. D'où vient l'eau du robinet ? On est entré dans une usine et un château d'eau](#)

"Aucune contamination bactérienne"

"Les analyses réalisées à ce stade n'ont révélé aucune [contamination bactérienne](#). L'eau distribuée est conforme et peut être consommée", affirme l'administration. Des contrôles supplémentaires doivent se poursuivre, ce jeudi 21 mai pour garantir le maintien de la qualité de l'eau distribuée. *"Les équipes de la Communauté d'Agglomération du Cotentin restent pleinement mobilisées pour assurer un suivi attentif de la situation"*, conclut l'Agglomération du Cotentin.

Rouen. "La présomption d'innocence n'empêche pas le respect de la parole des femmes", le maire appelle Patrick Bruel à suspendre sa tournée

Alexandre Leno

~2 minutes

A son tour, le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, appelle le chanteur Patrick Bruel à suspendre sa tournée alors que ce dernier est officiellement attendu au Zénith de Rouen le 18 octobre prochain pour un spectacle censé célébrer les 35 ans de son album *Alors regarde*. L'artiste est visé par de nombreuses accusations de viols et d'agressions sexuelles qui font l'objet de plusieurs plaintes. Le chanteur est notamment visé par quatre enquêtes pour viols en France et une enquête judiciaire en Belgique pour agression sexuelle.

- **A lire aussi.** [Justice. La journaliste normande Flavie Flament dépose plainte contre Patrick Bruel pour viol](#)

D'autres maires ont demandé la même chose

"La présomption d'innocence n'empêche pas le respect de la parole des femmes. Je n'ai pas le pouvoir d'annuler un concert. Mais pour que justice soit rendue sereinement, dans l'intérêt de tous y compris de la défense, #Bruel devrait suspendre sa tournée", a lancé le maire de Rouen sur ses réseaux sociaux, jeudi 21 mai. Une prise de position qui résonne avec celle d'autres maires dont celui de Paris, proche de Nicolas Mayer-Rossignol, le socialiste Emmanuel Grégoire qui demandait, mercredi 20 mai, à Patrick Bruel de *"mettre entre parenthèses sa carrière"*.

- **A lire aussi.** [Le festival Grandes Marées s'exprime sur la venue de Patrick Bruel, accusé de violences sexuelles](#)

Contacté par *Tendance Ouest*, le Zénith de Rouen n'a pas encore répondu.

Saint-Valery-en-Caux. Permis de construire refusé : l'incompréhension

Anaëlle Dessole

4-5 minutes

Comment expliquer qu'un même projet puisse être conforme au plan local d'urbanisme lors de la commission départementale d'aménagement commercial (CDAC) et non conforme lorsqu'il s'agit de l'instruction du dossier du permis de construire ?

Comment comprendre que le maire de Saint-Valery-en-Caux, Bertrand Buirette, qui siégeait à la CDAC, ait rendu un avis favorable le 14 avril, puis signé un refus 13 jours plus tard ?

73 embauches annoncées

Ces questions peuvent être posées après lecture des deux documents. *"Une question que je me pose aussi"*, souffle le patron du Leclerc de Saint-Valery-en-Caux, Etienne Storez, président de la SAS Saint Valery Distribution.

Il porte un projet d'envergure, consistant en la *"demande d'extension du centre commercial de 4 824 m²"* comprenant *"l'extension de l'hypermarché et de l'espace culturel/jouet, la création de 5 cellules commerciales et l'extension de 2 pistes du E.Leclerc Drive, passant le nombre de pistes total à 8"*. Le document de la CDAC fait également mention de *"l'embauche de 73 postes supplémentaires"* : 20 pour l'hypermarché, 14 pour la jardinerie et 39 dans les nouvelles surfaces commerciales.

"Il faut bien comprendre que ce sont deux choses différentes"

La commission a noté que le projet *"vient diversifier l'offre commerciale existante, qu'il est complémentaire aux autres commerces du centre-ville"*, et qu'il prévoit *"l'installation de 2 824 m² de panneaux photovoltaïques en toiture, représentant plus de 30 % de la surface totale créée"*. Malgré ce dossier plutôt

alléchant, au moins sur le papier, Bertrand Buirette assume parfaitement sa position qui pourrait paraître paradoxale au premier abord. L'édile justifie : *"La CDAC statue sur le volet commercial. Et sur ce point, j'ai, en effet, soutenu le dossier. Même si j'ai émis quelques réserves, notamment pour ce qui est de la concurrence avec les commerces existants. Et ces remarques sont tout à fait entendues par le pétitionnaire"*. Mais pour ce qui est du permis de construire : *"Je n'ai pas le droit d'aller contre la loi"*. Il insiste : *"Il faut bien comprendre que ce sont deux choses différentes"*. Celui qui a été élu en mars dernier affirme : *"Le permis n'est pas conforme à certains points du plan local d'urbanisme"*. Il s'agit notamment de l'agrandissement qui, d'après le maire, ne peut pas excéder 25 % de la surface actuelle. Alors que le projet d'extension porté par la SAS Saint Valéry Distribution prévoit de créer une emprise au sol, représentant 62,78 % de la construction existante. *"J'étais contraint par le délai d'instruction qui arrivait à son terme. Si je ne l'avais pas refusé, il aurait été accepté, tacitement"*. Le maire poursuit : *"Si je contournais la loi"*, ce qu'il n'a pas l'intention de faire, *"le préfet pourrait annuler ma décision"*.

Un permis non conforme au PLU

Pour autant, il l'assure, le dossier n'est pas abandonné. Ce que confirme Etienne Storez. *"Nous essayons de trouver des solutions pour sortir de l'ornière"*. Toutefois, le patron du E.Leclerc peine à comprendre cette décision. *"Pour moi, le permis est conforme au PLU. Nous avons pris en compte les contraintes d'urbanisme. Nous avons construit ce projet en partenariat avec les élus. Jamais je n'aurais investi autant de temps et d'argent si mes conseils m'avaient dit que c'était non conforme..."* Quant à une éventuelle différence de lecture entre l'ancienne et la nouvelle équipe municipale, Bertrand Buirette la rejette. *"Le dossier a été déposé au moment où nous avons été élus"*. Seule l'actuelle municipalité a donc eu accès au document final. Et peut statuer sur sa conformité. Jusqu'à trouver un compromis avec l'entrepreneur ?

Interview. Pourquoi le PETR du Pays de Bray reste inconnu des habitants ? Eric Picard, son président réélu, répond

Sébastien Aliome

4-5 minutes

Eric Picard reste le président du Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays de Bray. Mais connaissez-vous le PETR et savez-vous à quoi il sert ? On a posé les questions.

Sur le même thème

[Eric Picard](#)

[Pays de Bray](#)



Eric Picard a été réélu président du PETR du Pays de Bray. ©Photo d'archives Le Réveil

Par [Sébastien Aliome](#) Publié le 21 mai 2026 à 15h45

L'élection du président et des vice-présidents du **PETR (Pôle d'équilibre territorial et rural)** du [Pays de Bray](#) a eu lieu le mardi 19 mai 2026 à [Neufchâtel-en-Bray](#) (**Seine-Maritime**), où est son siège.

La confiance a été renouvelée à [Eric Picard](#) (maire de **Gournay-en-**

Bray) qui va poursuivre sa mission à la tête du PETR, tandis qu'Alexandra Dunet (conseillère municipale à **Neufchâtel-en-Bray**) et Armelle Biloquet (maire de **Londinières**) ont été élues aux postes respectifs de 1^{re} et 2^e vice-présidente.

Une structure peu connue des habitants du Pays de Bray

Rappelons que jusque-là, il y avait 6 vice-présidents. 14 membres ont également été élus au bureau. Les trois communautés de communes (**Bray Eawy, Quatre rivières et Londinières**) sont parfaitement représentées.

Mais au fait, c'est quoi le PETR, à quoi ça sert et les habitants du territoire en bénéficient-ils ? Ce sont les trois questions sans filtre que nous avons posées à Eric Picard.

Eric Picard, pourquoi le PETR est totalement méconnu d'une grande partie de la population du Pays de Bray ?

Le PETR, c'est un outil de stratégie et de réflexion territoriale, mais aussi de cohérence et d'ingénierie. Nous sommes dans une strate de fonctionnement qui est peu connue car on ne fournit pas (ou très peu) de services directs à la population. Pour autant, nous œuvrons sur des projets et des actions importantes au niveau des trois com'com. Nous sommes au service des territoires et des élus.

Le PETR, ça sert à quoi et pourrait-on s'en passer ?

UN PETR n'est pas obligatoire. Toutefois, nous avons des agents très compétents et sans eux, nous serions obligés de passer par des bureaux d'études extérieurs qui coûteraient plus cher et qui demanderaient plus de temps pour nous rendre le résultat de leurs travaux. de plus, on aurait en face de nous des gens qui ne connaissent pas forcément le territoire. Concernant la question « ça sert à quoi », nous travaillons sur une cohérence territoriale comme pour notre schéma sur la mobilité.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Il est indispensable de réfléchir à l'échelle des trois communautés de communes. Si un jour, il y a de belles pistes cyclables, les personnes qui les utilisent pourront se dire qu'au départ, il y a eu un travail du PETR. ce fut le cas sur la mise en place des lignes de covoiturages, ou encore sur les replantations de haies qui se font dans le cadre d'un large dispositif avec l'État et la Région. La mission du PETR est vraiment d'avoir un regard global sur le

territoire et non des projets à plus petite échelle.

D'accord, mais plus concrètement encore, y a-t-il des exemples concrets afin que Brayons comprennent mieux le rôle du PETR ?

C'est vrai que si on parle de schéma de cohérence territoriale (SCoT), on perd les gens et c'est pourtant très important. Prenons donc un exemple, le festival des arts de la rue à Saint-Martin-Osmonville est financé par des fonds européens qu'on appelle des fonds Leader. C'est le PETR qui va chercher ces subventions et qui les instruit. C'est également vrai lorsque nous soutenons des porteurs de projets ou des dispositifs liés à l'agriculture. Notre travail est aussi de valoriser des initiatives afin de récupérer des enveloppes financières. Avec les nouveaux élus, nous allons mettre en place une feuille de route, l'idée étant de travailler ensemble pour le territoire.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Un commandant de police rouennais décède brutalement à Dieppe

Loïc Potier

~2 minutes

Il a dirigé le commissariat de Dieppe pendant trois ans, mais il laissera un souvenir indélébile au sein des policiers tant par son professionnalisme que par son humanité. Le commandant divisionnaire fonctionnel Laurent Noyelle est décédé brutalement, mardi 19 mai 2026 à Dieppe, à l'âge de 62 ans.

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Il avait quitté le commissariat de Dieppe en novembre 2025 et il avait même reçu la médaille de la Ville, le 20 novembre 2025, récompensant son travail incessant et sa collaboration efficace avec l'ensemble des services institutionnels.

Un bosseur apprécié

Après Dieppe, il a obtenu une promotion pour rejoindre Rouen et devenir chef du groupe interministériel de recherches de la Police et de la Gendarmerie à Rouen. Ce service vise à lutter contre le crime organisé et les économies souterraines.

Sur Dieppe, il a beaucoup travaillé sur le fléau des violences conjugales et sur les migrants cherchant à passer en Angleterre. Infatigable, l'homme était apprécié non seulement de ses collègues policiers, mais aussi du monde la justice et des institutions cherchant toujours une solution humaine. Un office religieux est prévu mardi 26 mai à partir de 15 heures à la collégiale d'Auffay, commune de Val-de-Scie. Il vivait avec une compagne et il avait une fille.

Hausse inquiétante des arnaques aux faux coursiers et aux faux conseillers bancaires... Pourquoi les seniors

Amandine Pointel

5-6 minutes

Faux conseillers bancaires, faux coursiers ou démarchages frauduleux : les arnaques visant les seniors se multiplient au Havre ces derniers mois. Face à cette hausse inquiétante, les forces de l'ordre organisent des actions de prévention pour sensibiliser les personnes âgées, premières cibles de ces escroqueries.

Les escroqueries visant les personnes âgées se multiplient dans l'agglomération havraise. Ces derniers mois, les services de police ont traité des dizaines de dossiers liés à des arnaques de plus en plus sophistiquées, notamment aux faux coursiers et faux conseillers bancaires.

Face à cette hausse, une matinée de prévention était organisée au Havre dans le cadre de la semaine des seniors, mercredi 20 mai 2026.

Comment repérer une arnaque ? Quels réflexes adopter ? Comment éviter de tomber dans le piège ? Autant de questions abordées lors de cet atelier de prévention animé par Thierry Sylvain, policier municipal au Havre, spécialisé dans la sensibilisation aux escroqueries.

L'objectif : aider les seniors à identifier les techniques utilisées par les fraudeurs, mais aussi permettre aux participants d'échanger sur leurs propres expériences.

C'est le cas d'Annette, qui raconte avoir échappé à une tentative d'escroquerie :

"Il y a quelques mois de cela, il y avait deux hommes avec une camionnette qui voulaient me vendre, je ne sais plus quoi... Des pommes, des tomates. Mais il y a eu un moment où j'ai compris que c'était une arnaque, parce qu'ils voulaient me faire commander je ne

sais plus combien, et puis payer sous je ne sais plus quelle forme."

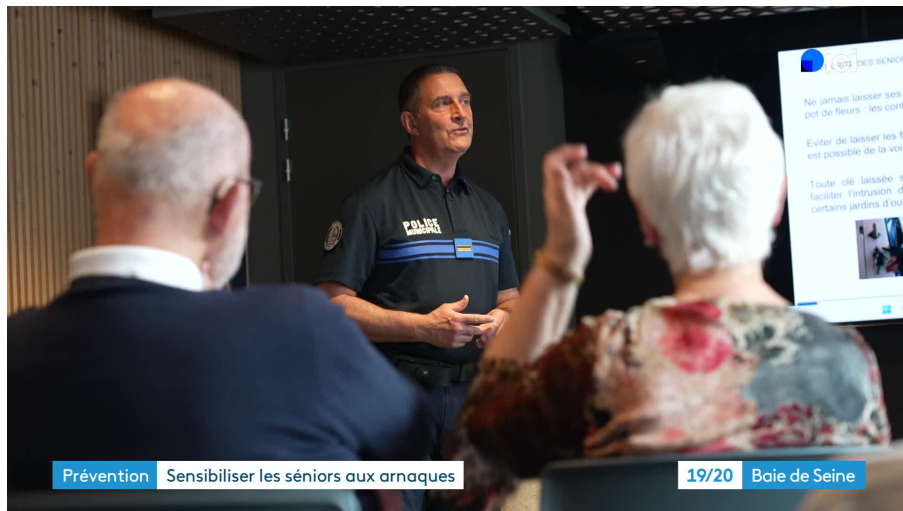
Pour les forces de l'ordre, les personnes âgées restent des cibles privilégiées pour les escrocs :

"Parfois ça peut être lié à l'isolement, une personne qui quelquefois est seule, elle n'a pas trop de contacts avec sa famille, avec ses proches, ses voisins. Le manque de connaissances aussi dans certains domaines, par exemple les réseaux internet, les réseaux sociaux, où quelquefois on peut avoir certains seniors qui sont un peu perdus", explique Thierry Sylvain.

Les autorités alertent également sur des techniques toujours plus crédibles et bien organisées.

VIDÉO. Le reportage de Kelvin Jinlack et Hervé Giraudou :

durée de la vidéo : 00h01mn48s



copié !

réessayer

Sensibiliser les seniors aux arnaques. • ©France Télévisions

Ces derniers mois, plusieurs affaires d'arnaques aux faux coursiers ont été recensées dans l'agglomération du Havre.

Le mode opératoire est bien rodé : les victimes reçoivent d'abord un appel téléphonique d'un prétendu conseiller bancaire évoquant des opérations suspectes sur leur compte. En parallèle, un complice se rend directement à leur domicile pour récupérer carte bancaire, chéquier ou objets de valeur.

Les escrocs n'ont alors plus qu'à utiliser les moyens de paiement dérobés pour retirer ou dépenser l'argent des victimes.

Selon la police, 37 escroqueries de ce type ont déjà été identifiées ces dernières semaines dans l'agglomération havraise.

"Aujourd'hui, les escrocs se sont spécialisés dans ce type de délinquance qui vise à cibler le faux conseiller bancaire pour pouvoir avoir plus facilement la confiance d'une personne. Donc oui, c'est un phénomène qu'on constate sur l'agglomération havraise en augmentation sur ce type d'escroquerie, mais qui touche aussi l'ensemble du territoire national", explique le commissaire divisionnaire Thibaut Angé, chef de la circonscription de la police nationale du Havre.

La police le rappelle, jamais une banque ne vous demande un code bancaire par téléphone, et encore moins à votre domicile.

Le Havre avait déjà été marqué en 2024 par [une vaste affaire d'escroquerie](#) visant principalement des prêtres. Neuf personnes avaient comparu devant le tribunal correctionnel du Havre pour avoir soutiré près de 430 000 euros à 63 religieux.

Les suspects utilisaient plusieurs stratagèmes : certains se faisaient passer pour des policiers ou des magistrats afin d'obtenir des coordonnées bancaires. Une autre méthode consistait à se faire passer pour des anciennes personnes mariées par les prêtres pour leur dire qu'ils étaient en situation de précarité et qu'ils avaient besoin d'argent.

L'enquête avait également révélé que le cerveau présumé du réseau organisait les escroqueries... depuis sa cellule de prison.

Agriculture. Un nouveau cas de tuberculose bovine détecté dans l'Orne

Lucie Peudevin

~2 minutes

Un bovin testé positif à [Athis-Val-de-Rouvre](#), mardi 19 mai, relance les cas de tuberculose bovine dans [l'Orne](#), où les autorités disent vouloir renforcer les mesures sanitaires pour contenir la propagation. Selon la préfecture, *"à date du jeudi 21 mai 2026, l'Orne compte 8 foyers pour la campagne de prophylaxie 2025-2026 qui s'achèvera dimanche 31 mai. Cinq des 8 cas sont situés sur la commune d'Athis-Val-de-Rouvre et les 3 autres sur des communes avoisinantes"*.

"Eradiquer la maladie"

La maladie se transmet principalement entre bovins, ce qui impose des mesures pour éviter les contacts entre troupeaux. La faune sauvage pourrait également jouer un rôle dans la propagation. Pour limiter les risques, le protocole national prévoit, si nécessaire, l'abattage partiel ou total des troupeaux infectés. *"Ce protocole a déjà fait ses preuves"*, souligne la préfecture.

- **A lire aussi.** [Mauvais traitement, privation de soins... 200 bovins d'un élevage du Calvados confiés à une association de protection animale](#)

Les éleveurs concernés bénéficient d'un accompagnement financier, avec notamment une [revalorisation des indemnisations par le ministère de l'Agriculture](#), et la prise en charge des opérations de désinfection. Face aux inquiétudes, l'Etat assure un suivi régulier avec la profession agricole et rappelle que *"l'objectif reste d'éradiquer la maladie le plus rapidement possible"*.

L'Orne n'est pas un cas isolé : [le Sud-Ouest et le Calvados](#) sont également touchés. A l'échelle régionale, *"une feuille de route commune a été signée visant à mobiliser l'ensemble des acteurs de la filière avec l'objectif d'éradiquer cette zoonose en Normandie"*,

conclut la préfecture.

Météo. 233 morts en Normandie à cause de la chaleur en 2025

Thibault Lecoq

~1 minute

Santé publique France a dévoilé une note sur les répercussions de la chaleur de l'été 2025 en Normandie. S'il n'y a pas eu de canicule, entre le 1^{er} juin et le 15 septembre, la chaleur de l'été a tout de même eu des conséquences. Santé publique France estime que 233 décès sont attribuables à la chaleur.

Les décès concernent principalement des personnes âgées

Deux tiers de ces décès touchent des personnes âgées de 75 ans et plus. Il y a eu 945 passages aux urgences, et 624 d'entre eux ont été suivis d'une hospitalisation. Chez SOS Médecins, 153 actes en lien avec la chaleur ont été relevés. C'est dans l'Orne que la part de la mortalité attribuable à la chaleur est la plus élevée avec 3%. 2,5% des décès sont attribuables à la chaleur dans la Manche et 1,5% dans le Calvados. En Seine-Maritime et dans l'Eure, ce pourcentage monte à 2,8%.

Dieppe. Ports de Normandie envisage la réouverture du pont Colbert pour très bientôt

Alexandre Leno

~2 minutes

Ports de Normandie a annoncé, jeudi 21 mai, qu'il envisageait une réouverture du pont Colbert à Dieppe le 8 juin prochain soit plus de deux ans après le début du chantier de rénovation [de cet ouvrage, classé Monument historique](#). Le pont tournant hydraulique est fermé à la circulation depuis le 24 janvier 2024. Le coût du chantier est évalué à près de 20 millions d'euros, financé pour moitié par la Région Normandie.

- **A lire aussi.** [Dieppe - Le Tréport. La base d'exploitation et de maintenance du parc éolien inaugurée](#)

Plusieurs ajustements techniques restent à réaliser

Dans son communiqué, le syndicat mixte explique que plusieurs opérations techniques ont été menées dernièrement pour résoudre les problèmes de pression du système hydraulique, principal obstacle lors du chantier. Mais plusieurs ajustements techniques restent à réaliser sur le système hydraulique du pont. "A ce jour, le lestage de l'accumulateur (+ 7,5 tonnes) donne satisfaction puisque le pont tourne et bascule en position routière", précise Ports de Normandie.

En effet, les essais menés sur le lestage, le filtrage du circuit et les nouvelles pièces installées sont jugés satisfaisants tandis que les travaux de sécurité pour les piétons doivent se poursuivre et que la formation des agents doit débuter le 28 mai pour environ une semaine.

Lillebonne. Circulation, stationnement, coupures : ce qu'il faut savoir sur le chantier Enedis qui va bientôt commencer

Cédric Thomire

3-4 minutes

Enedis va engager [un important chantier de modernisation de son réseau électrique à Lillebonne](#). A partir du 1^{er} juin et jusqu'à fin septembre 2026, Enedis et Forlumen vont renouveler une partie du réseau haute tension souterrain rue Goubermoulins. Concrètement, 558 mètres de câbles datant de 1974 vont être remplacés. *"Ces câbles en papier imprégné (CPI) d'ancienne génération seront remplacés par du réseau synthétique. Cette opération permet de réduire le risque d'incident et d'améliorer la performance du réseau"*, a expliqué Enedis mercredi 20 mai lors d'une réunion publique.

Circulation et stationnement interdit

Le chantier se déroulera en six phases entre début juin et mi-juillet, avec une dernière intervention prévue fin septembre pour réaliser une boîte de jonction à l'intersection des rues Goubermoulins et du Moulin enragé. Chaque étape comprendra des travaux de terrassement, le déroulage des nouveaux câbles puis la réfection de la chaussée. Des perturbations sont à prévoir pour les riverains et les automobilistes. Du 1^{er} au 17 juin, aucune circulation ni stationnement ne seront possibles rue Goubermoulins entre les intersections avec les rues Crottée et Moulin enragé. Du 15 au 26 juin, c'est le tronçon entre la rue Crottée et la Sente du ruisseau qui sera interdit à la circulation et au stationnement. Même restrictions du 29 juin au 3 juillet pour la section entre la Sente du ruisseau et la rue Léon Lasnel. Pour la phase 4, un petit segment après la rue Léon Lasnel, la circulation sera possible dans les deux sens en alternance par feu tricolore.

La remise en état de la chaussée aura lieu du 13 et 17 juillet. Pour limiter les difficultés au quotidien, Enedis assure que des déviations seront mises en place au fur et à mesure de l'avancement des travaux. La question du stationnement a été abordée. Des places vont être temporairement créées rue du Moulin enragé. Le maire a indiqué qu'il allait voir avec la police comment préserver les places de la pharmacie pour les clients afin de ne pas nuire à son activité.

L'électricité maintenue

Autre enjeu important : maintenir l'alimentation électrique pendant les travaux. Enedis précise que *"la continuité de fourniture électrique sera maintenue durant les travaux"*. Le gestionnaire du réseau de distribution électrique ajoute que *"seules deux très brèves coupures de courant, de quelques minutes, sont prévues fin septembre lors du raccordement final des installations"*. Les riverains concernés seront prévenus.

Ce chantier s'inscrit dans un programme plus large de modernisation des réseaux électriques en Normandie. A Lillebonne, l'investissement est de 150 000 euros, entièrement à la charge d'Enedis.

Pourquoi des travaux ont-ils démarré sur la place du Palais de justice de Rouen ?

Cécile Frangne

5-6 minutes

Des travaux ont démarré sur la place du Maréchal Foch à Rouen et doivent se poursuivre jusqu'à la mi-juillet 2026. Nous nous sommes renseignés sur leur nature, et elle est artistique...



Par [Cécile Frangne](#)

Publié: 21 Mai 2026 à 19h58 Temps de lecture: 1 min

Les barrières et les engins de chantier sont apparus en début de semaine au centre de la place du Maréchal-Foch à [Rouen](#). Situé en surface de l'arrêt de métro Palais de justice-Gisèle Halimi, un trou d'environ 70 m² a été creusé. C'est à cet endroit que prendra bientôt place l'œuvre de l'artiste contemporaine Marianne Mispelaëre, intitulée « *Combien de saisons dure chaque victoire ?* ».

[Consultez l'actualité en vidéo](#)

Pose de 564 pavés

« Il s'agit de la poursuite du travail mené par la Ville de Rouen pour rendre hommage à Gisèle Halimi », explique Marie-Andrée Malleville, première adjointe au maire chargée de la culture. Après avoir renommé la station de métro du nom de l'avocate française, la municipalité de Nicolas Mayer-Rossignol avait lancé en juillet 2023 une [commande publique](#) en lien avec le ministère de la Culture pour la création d'une œuvre visant à honorer la mémoire de cette militante féministe et défenseuse des droits humains décédée en 2020.

« Un jury composé de citoyens, d'experts et d'entreprises spécialisées s'était réuni en 2024 pour départager les œuvres candidates,

rappelle l'élue. L'œuvre de Marianne Mispelaëre avait été [choisie](#) à la quasi-unanimité ».

Elle consiste en la pose au sol d'un pavage de 564 pavés en pierre de comblanchien, rappelant celle du Palais de justice. Sur 489 d'entre eux, seront installées des lames en inox miroir – matériau qui s'active avec les rayons du soleil – rappelant le nom des femmes défendues par Gisèle Halimi. 72 autres pavés seront laissés vierges « afin d'évoquer les combats à venir ».

« Si elle a plu au jury, c'est parce que c'est une œuvre très forte et à la fois assez subtile, juge l'adjointe à la culture. Ce n'est pas un énorme totem installé au milieu de la place ». Quant au sens, elle évoque de manière assez limpide « la nécessité d'entretenir les victoires féministes et des droits humains, au risque de les voir disparaître ».



L'œuvre avait fait la quasi-unanimité parmi le jury de sélection. -
Visuel @MarianneMispelaere

Inaugurée en septembre

Initialement prévue pour l'année 2025, la pose de l'œuvre – qui coûte 150 000 euros, dont 61 000 euros sont pris en charge par le ministère de la Culture – avait été repoussée pour « la faire coïncider avec d'autres interventions devant avoir lieu dans le secteur ». Entamés en début de semaine, les travaux doivent durer jusqu'à la mi-juillet mais la pose des pavés interviendra dès la fin mai. « Des panneaux explicatifs vont être posés dans les jours à venir à proximité », ajoute l'élue.

Quelques visites de chantier en présence de l'artiste seront également organisées, en lien notamment avec les établissements scolaires. L'inauguration de l'œuvre interviendra quant à elle le 18 septembre 2026 en présence de l'avocat Jean-Yves Halimi, l'un des

fils de Gisèle.

Lire aussi



[Escape game, Fête de la Pentecôte, apiculture... Que faire le week-end du 22 au 25 mai 2026 ?](#)



[Qui est la nouvelle troisième ville la plus peuplée de Seine-Maritime ?](#)





[Armada de Rouen : y-aura-t-il encore des concerts gratuits lors de l'édition 2027 ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)



[Escape game, Fête de la Pentecôte, apiculture... Que faire le week-end du 22 au 25 mai 2026 ?](#)



[Qui est la nouvelle troisième ville la plus peuplée de Seine-Maritime ?](#)



[Pourquoi des travaux ont-ils démarré sur la place du Palais de justice de Rouen ?](#)



[Armada de Rouen : y-aura-t-il encore des concerts gratuits lors de l'édition 2027 ?](#)



[À Rouen, 3,6 millions d'euros pour rouvrir une école dans ce quartier en plein boom démographique](#)



[Équitation : le Jumping de Canteleu s'impose comme le plus grand concours Pro Élite de France](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Deux radars installés sur cet axe de circulation très fréquenté de Seine-Maritime

Maxime Cartier

~2 minutes

Dans le cadre de travaux de voirie sur cet axe de circulation très fréquenté en Seine-Maritime, deux radars pour contrôler la vitesse ont été installés, le temps du chantier.

Sur le même thème

[Circulation](#)

[Radars](#)

[Sécurité routière](#)



Deux radars ont été installés sur cet échangeur de la RN27, près de Dieppe (Seine-Maritime). ©Le Réveil

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 21 mai 2026 à 12h10

Vigilance si vous empruntez la **RN27**, plus particulièrement à hauteur du secteur de [Biville-la-Baignarde \(Seine-Maritime\)](#). Des [travaux sont en cours](#) depuis le 18 mai et doivent s'étaler jusqu'au 5 juin 2026.

Deux radars provisoires

À cette occasion, une sortie est fermée.

Ce jeudi 21 mai 2026, la commune de Torcy-le-Petit a indiqué sur sa page Facebook que des **radars** effectuant des **contrôles de vitesse** ont été installés dans les deux sens de **circulation**, à hauteur de **l'échangeur de Biville**.

Ces derniers seront présents temporairement, le temps du chantier. La commune vous rappelle de respecter les limitations de vitesse et d'adapter votre conduite à l'occasion des travaux.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Normandie. Le Conseil constitutionnel censure la suppression des ZFE qui perdurent à Rouen, au Havre et à Caen

Pierre Durand-Gratian

~2 minutes

Les [Zones à faibles émissions \(ZFE\)](#) de Rouen, le Havre et Caen sont bien maintenues. Le Conseil constitutionnel a rendu sa décision sur les saisines déposées au sujet de la loi de simplification de la vie économique, votée par le Parlement au mois d'avril. Il a été saisi par deux groupes de plus de 60 députés.

Dans cette décision, 25 articles sur 84 au total ont été totalement ou partiellement censurés. Parmi eux, celui qui avait peut-être suscité le plus de débats : l'article 37 qui visait à supprimer les Zones à faibles émissions (ZFE) qui devaient obligatoirement être mises en place dans certaines collectivités. C'est le cas en Normandie dans la Métropole de Rouen, la Communauté urbaine du Havre ou la Communauté urbaine de Caen.

Aucun lien avec le projet de loi initial

Sans réellement juger cette suppression sur le fond, le Conseil a estimé que cette disposition n'avait pas de *"lien, même indirect avec l'objet des dispositions du projet de loi initial"*. Les textes censurés l'ont donc été, conformément à l'article 45 de la Constitution.

La suppression des ZFE ne figurait pas dans le projet de loi initial et avait été ajoutée par amendements, déposés notamment par le Rassemblement national. En Seine-Maritime, le député RN Robert Le Bourgeois dénonce *"un véritable scandale"* et estime que la *"décision tient du mépris pour le Parlement et pour les Français qui subissent cette mesure."*

Pissy-Pôville. 49 ans après les premières demandes, qu'en est-il de l'éventuel raccord des deux autoroutes ?

Julie Hervieux

3-4 minutes

Vous l'avez sûrement déjà emprunté ? La RD47 entre Eslettes et Barentin est utilisée tous les jours par plus de 3 000 véhicules, dont des poids lourds, rendant ainsi la circulation très importante et dangereuse au cœur de Pissy-Pôville. La raison de cette circulation conséquente ? Le manque d'une bretelle de liaison entre l'A150 et l'A151 qui permettrait de relier Dieppe à Barentin en évitant le centre bourg du village de 1 276 habitants. Le jeudi 9 avril, Guillaume Coutey, conseiller départemental, a interpellé le président du Département Bertrand Bellanger à ce sujet lors d'une séance plénière.

Près de 50 ans de démarches

Ce maillon routier manquant est un problème soulevé par Paul Lesellier, maire de Pissy-Pôville, et ses prédécesseurs depuis 49 ans. *"Tout cela a commencé en 1977 lorsque les autoroutes ont été mises en service, explique-t-il. A l'époque, le maire de Rouen craignait que la zone commerciale de Barentin ne vide le centre de sa ville. Le projet de bretelle a donc été étouffé alors qu'une sortie avait été créée mais a été abandonnée depuis".* Aujourd'hui, 200 poids lourds et 3 000 véhicules circulent dans le centre du village, menaçant la sécurité des piétons, en particulier les enfants. *"Dans le temps ça allait, mais aujourd'hui, il y a beaucoup plus de voitures et les camions ne font pas vraiment attention. Nous avons sécurisé les sorties des écoles mais nous ne sommes pas à l'abri d'un accident",* s'inquiète Paul Lesellier. Les maires avant lui avaient averti les préfets en place, sans succès. *"Lorsque Fabienne Buccio était préfète du département, elle avait pris le dossier en main et nous avait écoutés. Elle a été mutée ailleurs et sont ensuite arrivées les crises des gilets jaunes et du Covid, alors le dossier a été mis de côté",* soupire le

maire.

"Un besoin concret et quotidien"

C'est donc pour cela que Guillaume Coutey a remis une pièce dans la machine. *"A la suite d'échanges techniques récents entre les services de l'Etat et ceux du Département, il apparaît que les études pour la liaison pourraient finalement être mises en pause et renvoyées à l'horizon 2027, exprimait-il le 9 avril. Les éléments avancés pour expliquer ce possible report tiennent notamment à la forte mobilisation actuelle sur d'autres dossiers structurants : les aménagements liés au futur SERM sur l'A150, la mise à deux fois deux voies entre le pont Flaubert et l'A150... Ce projet ce n'est pas une perspective lointaine, c'est un besoin concret et quotidien".*

Contacté, le Département nous indique que ce projet *"relève des compétences exclusives de l'Etat"*. Le Département se charge lui de l'entretien de la RD47, *"une route locale, sinueuse et qui n'est pas adaptée à un tel trafic"*, et soutient ce projet nécessaire au territoire. Cette bretelle sera-t-elle décidée avant les 50 ans des premières demandes ?

Contactés, les services de l'Etat n'ont pas répondu dans nos délais à nos questions.

Yvetot. Le centre d'examen du permis menacé de fermeture, les auto-écoles dénoncent une aberration

Ghislain Annetta, Anaëlle Dessole et Cédric Thomire

6-8 minutes

L'annonce avait été faite aux syndicats professionnels lors d'une réunion le 23 janvier 2026 : le centre d'examen du permis de conduire d'Yvetot devrait fermer ses portes. La Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM), le service de l'Etat compétent dans le domaine, profiterait de la construction d'un centre d'examen pour les poids lourds et motos à Barentin pour renforcer celui pour véhicules légers qui existe déjà dans la cité des Arts. Cette mesure se ferait au détriment de la capitale du pays de Caux.

"Ce projet accompagne une logique de centralisation préjudiciable pour nos territoires ruraux et ses nombreux jeunes, pour qui le permis de conduire est un prérequis indispensable pour se lancer dans la vie active", regrette le député Rassemblement national de la 10^e circonscription [Robert Le Bourgeois](#). *"Dès le mois de février, j'avais alerté la DDTM par courrier, resté sans réponse à ce jour (mardi 19 mai), sur les conséquences de cette fermeture."* Selon le parlementaire cauchois, *"celle-ci est encore envisagée au premier semestre 2027"*.

"Il nous faut 20 à 25 minutes pour aller à Yvetot. Barentin, c'est 45 à 50 minutes de route"

[Lorenzo Lefebvre](#), propriétaire d'auto-écoles à Yvetot et Duclair, président national du syndicat professionnel Mobilians à compter de ce vendredi 22 mai, confirme la menace. *"L'hypothèse a encore été évoquée hier (lundi 18 mai) lors d'une réunion avec la DDTM."* Alors que l'organisation actuelle des centres d'examen permet aux candidats cauchois de ne pas faire plus de 30 minutes de route pour passer leur permis, une suppression en plein cœur du

territoire pousserait certains élèves à parcourir 45 minutes à une heure afin d'espérer décrocher leur précieux sésame. "Nous perdrons en commodité", explique Julie Chauvin, gérante de l'auto-école Julie Conduite. Elle possède deux établissements à Notre-Dame-de-Gravenchon et Lillebonne, bassin de population concerné par l'éventuel transfert du centre d'examen. "Aujourd'hui il nous faut 20 à 25 minutes pour aller à Yvetot. Barentin, c'est 45 à 50 minutes de route. Comme nous n'avons pas le droit de faire conduire les élèves plus de 2 heures par leçon, il resterait peu de temps pour évoluer dans Barentin. On ne pourra pas non plus prendre plusieurs élèves à la fois lors des cours après le lycée. On rentrerait trop tard. Il est important pour les élèves de bien connaître le secteur sur lequel ils sont évalués."

- **A lire aussi.** [Seine-Maritime. Auto-école Asphalte 76 : pourquoi la préfecture a saisi le procureur de la République ?](#)

Un surcoût redouté pour les élèves et les moniteurs

"C'est une question de bon sens. Il n'y a que les gens de la DDTM pour penser qu'un candidat peut passer son permis sans jamais avoir roulé dans la ville d'examen", insiste Lorenzo Lefebvre. "On passe en moyenne 6 à 7 leçons sur le site particulier. Si on augmente le temps de trajet, cela représente quatre à six heures de leçon en plus, doit un coût de 350 à 500 euros." Dans un contexte où le prix du carburant flambe, "ça nous coûtera forcément plus cher pour emmener les élèves à l'examen", note Julie Chauvin. Robert Le Bourgeois évoque "des conséquences lourdes pour les auto-écoles, qui verraient augmenter leurs charges sur les contrats LOA, soumis à un forfait kilométrique".

Les élèves sont "les grands perdants"

"Au lieu de déplacer un inspecteur pour 13 candidats à Yvetot, on va déplacer 13 personnes vers une seule", déplore le président de Mobilians. "Les grands perdants, ce sont les élèves", réagit [Guillaume Soudais](#), propriétaire de l'unique auto-école d'Héricourt-en-Caux. "La suppression du centre d'examen d'Yvetot va automatiquement augmenter le nombre d'heures pour passer le permis. Là où il fallait 30 minutes aller-retour pour aller à Yvetot, il faudra 1h20 pour Barentin. Et ceux qui disent que les élèves qui savent conduire peuvent conduire partout oublient tout de même un point important. En pratique, connaître le centre d'examen réduit le stress."

Les professionnels réclament des aménagements à Yvetot

Pourquoi sacrifier Yvetot ? Parce que les conditions d'accueil laissent à désirer pour l'examineur comme pour les postulants au permis et moniteurs. *"Si c'est parce qu'il n'y a pas de sanitaires à Yvetot, des solutions existent"*, plaide Guillaume Soudais. Lorenzo Lefebvre ajoute : *"Même si ce n'est pas leur rôle, les gérants d'auto-école travaillent avec la mairie pour trouver un autre lieu de départ que le lycée agricole."* Julie Chauvin comprend la nécessité de proposer aux inspecteurs *"un local pour se mettre à l'abri, équipé de sanitaires, utile aussi pour les candidats"*... Mais elle souhaite que cet aménagement soit réalisé à Yvetot. *"Qui est l'un des centres d'examen ayant le meilleur taux de réussite au permis de conduire en Seine-Maritime"*, complète le président de Mobilians France. *"On va mettre fin à quelque chose qui fonctionne bien !"*, conclut-il.

Un nouveau centre d'examen du permis de conduire ouvrira en 2027 à Barentin.

Contactée, la préfecture répond : *"L'Etat a finalisé en 2025 les acquisitions et les études relatives à un nouveau centre d'examen du permis de conduire, situé sur la commune de Barentin. Les travaux de construction ont commencé et se dérouleront tout au long de l'année 2026."* L'opération globale estimée à près de 2M€ constitue, selon les pouvoirs publics *"un engagement financier majeur pour le territoire seinomarin"*. Les services préfectoraux confirment : *"L'ouverture de ce nouveau centre, prévue en 2027, s'accompagne aujourd'hui d'une concertation, en particulier avec les professionnels de l'éducation routière, afin d'en évaluer les impacts sur l'organisation des points de départ limitrophes, dont celui d'Yvetot."* D'après la préfecture, la future structure, dédiée à l'organisation des examens poids lourd, moto et véhicule légers, facilite *"la maîtrise publique des sites d'examen ; l'harmonisation des conditions et des pratiques d'évaluation ; l'amélioration de l'accueil des candidats et des conditions de travail des inspecteurs ; une simplification logistique et organisationnelle, permettant à terme une augmentation du nombre d'examens proposés"*.

À Rouen, les mineurs isolés de retour devant la préfecture sous surveillance policière

Robin Rioult

4-5 minutes

De retour devant la préfecture de Rouen mercredi 20 mai 2026, le collectif des mineurs isolés de Rouen a dénoncé l'absence de prise en charge et les promesses restées sans suite.



Le collectif des jeunes mineurs et majeurs isolés de Rouen était à la manœuvre sur l'esplanade de la Préfecture. - PND



Par Robin Rioult

Publié: 21 Mai 2026 à 15h12 Temps de lecture: 2 min

Le collectif des mineurs isolés, [qui avaient campé pendant deux mois](#) sur l'esplanade devant la Préfecture de Rouen en 2025, était de retour le mercredi 20 mai 2026. Sans surprise, ils étaient attendus : une vingtaine de policiers surveillaient la manifestation à

distance.

« *Ils ont peur d'un retour du campement* », glisse un Rouennais venu soutenir le mouvement. « *Il y a plus de policiers que de manifestants* », s'amuse un étudiant arrivé en avance. Les organisateurs, de leur côté, ont pris soin de ne pas provoquer les forces de l'ordre : ils avaient apporté des tentes, mais sans les piquets.



Les manifestants se sont réunis sur l'esplanade de la préfecture. La Police était postée non loin. - PND

Une modeste manifestation

Progressivement, près de 80 personnes se sont réunies pour manifester contre l'absence de prise en charge des mineurs étrangers isolés. Sur place, en plus de ces derniers, on retrouve des syndicalistes, des étudiants, des militants d'extrême gauche, des personnes âgées.





Sur place, les participants étaient venus soutenir le collectif des jeunes mineurs et majeurs isolés de Rouen. - PND

« Nous voulons interpeller les pouvoirs politiques qui nous ont mis une tonne de promesses dans les oreilles sans les suivre », souligne Alassane, membre du collectif. La question de la scolarisation est au cœur des revendications. Le militant est excédé du renvoi de balle permanent entre la préfecture, le département et les missions locales. « C'est la Loi ! Le rectorat ne peut pas la refuser en se cachant derrière l'absence du tuteur légal. »

La manifestation, rythmée par les chants de « *personne n'est illégal* », aura duré environ une heure et demie avant de se terminer dans le calme.

Lire aussi



[Escape game, Fête de la Pentecôte, apiculture... Que faire le week-end du 22 au 25 mai 2026 ?](#)





[Qui est la nouvelle troisième ville la plus peuplée de Seine-Maritime ?](#)



[Pourquoi des travaux ont-ils démarré sur la place du Palais de justice de Rouen ?](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Rouen \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Rouen](#)





[Escape game, Fête de la Pentecôte, apiculture... Que faire le week-end du 22 au 25 mai 2026 ?](#)



[Qui est la nouvelle troisième ville la plus peuplée de Seine-Maritime ?](#)



[Pourquoi des travaux ont-ils démarré sur la place du Palais de justice de Rouen ?](#)



[Armada de Rouen : y-aura-t-il encore des concerts gratuits lors de l'édition 2027 ?](#)



[À Rouen, 3,6 millions d'euros pour rouvrir une école dans ce quartier en plein boom démographique](#)



[Équitation : le Jumping de Canteleu s'impose comme le plus grand concours Pro Élite de France](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

En Seine-Maritime, des fouilles archéologiques lancées après la découverte de vestiges « significatifs »

Franck Weber

6-8 minutes

Des fouilles archéologiques d'envergure vont être menées sur la future zone d'activités Eurochannel 3, à Martin-Église. Après un premier diagnostic révélant des traces d'habitat, pas moins de 63 000 m² doivent maintenant être explorés.



Par [Franck Weber](#)

Publié: 22 Mai 2026 à 06h08 Temps de lecture: 3 min

Des vestiges archéologiques « significatifs » dorment sous la plaine de Grèges, sur le territoire de la commune de Martin-Église. Et ils doivent être explorés par des spécialistes. Ce sont les conclusions du Service régional de l'archéologie à la suite d'un premier diagnostic mené en 2022 dans le cadre du projet d'extension de la zone d'activités économiques Eurochannel près de Dieppe.



En mars 2022, un premier chantier avait été mené sur le site pour déterminer si des fouilles plus poussées devaient être réalisées. -
Photo d'archives Paris Normandie

À cette époque, les tractopelles avaient creusé d'importantes tranchées dans un secteur compris entre les routes d'Envermeu et de Petit-Caux, dans le cadre de recherches archéologiques préventives, une obligation légale lorsqu'une opération d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux « affecte ou sont susceptibles d'affecter le patrimoine archéologique ».

Un premier décapage en surface avait été mené, permettant la mise en évidence « *de trois enclos d'habitat de l'âge de fer et des vestiges funéraires de la même période* », a précisé le maire de [Grèges](#), Bertrand Arent, également vice-président de l'Agglo Dieppe-Maritime, lors du dernier conseil communautaire, mardi 20 mai, durant lequel les élus ont validé un marché public de pas moins de 1,68 million d'euros hors taxes pour des fouilles plus approfondies dans ce secteur.

« En attendant, ça passe par les fouilles, c'est un préalable indispensable »

Sébastien Jumel, Président de l'Agglo Dieppe-Maritime

Ces recherches, qui seront réalisées dans les prochains mois par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), vont contrarier le calendrier d'aménagement de la zone Eurochannel 3 : « *C'est un nouvel espace de développement économique de notre territoire, sur lequel il y aura le parking déporté de 1250 places que nous avons prévu dans le cadre du chantier EPR2 à Penly, souligne Sébastien Jumel, le président de l'Agglo Dieppe-Maritime, et sur lequel nous avons commencé à travaillé à l'implantation de nouvelles activités économiques industrielles.* »

L'élu poursuit : « *En attendant, ça passe par les fouilles, c'est un préalable indispensable. Ensuite, ça passera par le traité de concession d'aménagement, ensuite on aménagera.* » Le Service régional de l'archéologie a prescrit des fouilles sur une surface de 63100 m². Le calendrier prévisionnel prévoit un chantier entre la fin de l'été 2026 et la fin de l'année.

Casque en bronze italo-étrusque,

Les fouilles réalisées ces dernières années dans le secteur, que ce soit lors des différentes phases d'aménagement de la zone

Eurochannel, ou encore dans les villages alentour, ont à chaque fois été accompagnées de trouvailles : une nécropole gallo-romaine découverte à Saint-Martin-en-Campagne à l'occasion de la construction d'un lotissement ou encore une petite ferme datant de la période gauloise qui correspond à l'Âge de Fer (IIe et Ier siècles avant J.-C.), découverte à Martin-Église, lors d'un projet de lotissement privé.

Pas très loin, le site du [camp de César à Bracquemont](#) témoigne lui aussi d'une occupation très lointaine de ce secteur. Dès le milieu du XIXe siècle, les fouilles entreprises par Pierre-Jacques Féret, entre 1822 à 1827 avaient mis en évidence des vestiges d'un fanum de plan carré (un petit temple gallo-romain). « *La découverte de mobilier de La Tène (second âge de fer, NDLR), en particulier d'un casque en bronze italo-étrusque, dans une fosse à plus d'un mètre de profondeur sous les fondations, pourrait indiquer l'existence d'un premier sanctuaire celtique* », indique une note de [l'Inrap](#) relative au site.

Ces fouilles de grandes ampleurs à Eurochannel devraient, elles aussi, apporter leurs lots de révélations dans les prochains mois.

Lire aussi



[Le lycée de Saint-Valery-en-Caux ouvrira trois classes et une nouvelle section en septembre 2026](#)





[Un commandant de police rouennais décède brutalement à Dieppe](#)



[À Dieppe, le carnaval a transformé le port et le front de mer en grande fête populaire](#)

Poursuivez votre lecture sur ce(s) sujet(s) :

[Dieppe Grèges \(Seine-Maritime\)](#) [Martin-Église \(Seine-Maritime\)](#)

Contenus sponsorisés

Ça se passe aussi à

Ça se passe aussi à

[Dieppe](#)





[En Seine-Maritime, des fouilles archéologiques lancées après la découverte de vestiges « significatifs »](#)



[« Elle mord comme un dinosaure » : à Dieppe, il est condamné pour des violences et des délits routiers](#)



Video

[Que faire ce week-end... à la Nuit des musées en pays dieppois ?](#)





[À Dieppe, Ports de Normandie donne des nouvelles du pont Colbert : la date de réouverture encore reculée](#)



[Salon du livre d'Eu 2026 : auteurs et lecteurs unis face au déclin de la lecture en France](#)



[En Seine-Maritime, cette grande brocante de Pentecôte finance des projets éducatifs et agricoles](#)

[Voir plus d'articles](#)

Juste pour vous

Rouen. La Région n'organisera pas les concerts gratuits de la prochaine Armada

Tendance Ouest

~2 minutes

Si l'événement est géré par l'association Armada de la Liberté, les concerts gratuits, organisés en marge du rassemblement de voiliers étaient jusqu'ici à la charge de la Région Normandie. La collectivité a décidé de ne pas les organiser en 2027, confirmant ainsi une information de nos confrères de la presse locale.

Ils seront organisés directement par l'association

Contactée jeudi 21 mai, la Région explique que *"pour la prochaine édition de l'Armada, les concerts auront bien sûr toujours lieu. Financés en grande partie par la Région, ils seront cependant organisés pour cette fois, directement par l'association"*. Région et association Armada de la Liberté doivent donner davantage de détails à l'occasion d'une prochaine conférence de presse.

- **A lire aussi.** [Drakkars, parade, mapping... Que faut-il attendre de Millenium, l'année des Normands célébrée en 2027 ?](#)

La collectivité indique par ailleurs que *"dans le cadre du Millenium 2027, année européenne des Normands, la Région apporte une coloration et un nouveau souffle à l'Armada en faisant venir une flotte de drakkars en provenance de toute l'Europe et en animant la rive gauche"*.